ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ ΤΗ 5 ΣΕΠΤΕΜΒΡΙΟΥ 1962	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ	ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 139

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 4241

Περὶ κυρώσεως συμφωνίας μεταξὺ Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως, Παγκοσμίου Ὀργανώσεως Ὑγείας καὶ Ἱδρύματος τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν παιδικὴν ἡλικίαν, ὡς καὶ τῶν ὑπ' ἀριθ. 91)26.5.1960, 44)20.3.1961 καὶ 150)5.10.1961 Πράξεων τοῦ Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀφορωσῶν εἰς τὴν ἵδρυσιν καὶ λειτουργίαν τῆς Πειραματικῆς Ὑγειονομικῆς Μονάδος (Π.Υ.Μ.).

ΠΑΥΛΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψει τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 35 τοῦ Συντάγματος καὶ τὴν ἀπὸ 19 Ἰουνίου 1962 σύμφωνον γνώμην τῆς κατὰ τὴν παράγραφον 2 τοῦ αὐτοῦ ἄρθρου 35 Εἰδικῆς Ἐπιτροπῆς ἐκ Βουλευτῶν, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν:

Ἄρθρον 1.

Κυροῦται καὶ ἔχει πλήρη ἰσχὺν Νόμου ἀφ' ἧς ὑπεγράφη ἡ ἀπὸ 25 Νοεμβρίου 1959 συμφωνία μεταξὺ τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως τῆς Παγκοσμίου Ὀργανώσεως Ὑγείας (L) ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE) καὶ τοῦ Ἱδρύματος τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Παιδικὴν ἡλικίαν (LE FONDES DES NATIONS UNIES POUR L ENFANCE) ἧς τὸ κείμενον ἕπεται ἐν Γαλλικῷ πρωτοτύπῳ καὶ ἐν Ἑλληνικῇ μεταφράσει.

PLAN D'OPERATIONS POUR UN PROJET DE ZONE DE DEMONSTRATION DE SANTE PUBLIQUE EN GRECE

Le Gouvernement de la Grèce, dé nommé ci après «le Gouvernement», et l'Organisation Mondiale de la Senté, dénommée ci-après «l'OMS», et le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance, dénommé ci-après «l' UNICEF»,

Désireux de parvenir à un accord sur un projet de zone de démonstration de santé publique en Grèce, notamment sur le but et la portée du projet et sur les obligations qui seront assumées par chacune des Parties,

Déclarant qu'ils désirent s'acquitter de ces obligations dans un esprit d'amicale collaboration,

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

Article I

Base des Relations

L'accord de base relatif à octroi d'une assistance technique conclu le 10 février 1956 entre le Gouvernement de la Grèce d'une part, et les Organisations représentées au Bureau de l'Assistance Technique d'autre part, et l'accord de base conclu entre le Gouvernement de la Grèce et l'UNICEF le 14 octobre 1947, definissent les relations entre le Gouvernement et les Organisations participantes pour l'exécution de ce projet ; les articles du présent Plan d'opérations doivent être interprétés à la lumière des Accords de base perspectifs.

Article II

Zonc d'opérations

I. La région retenue pour la zone d'opérations est constituée par les 4 «nomoi» ou départements de Thessalie (Karditsa-Trikala-Larissa et Magnésie) avec son centre à Larissa. Du point de vue historique, géographique, économique et sociologique, cette zone constitue une région naturelle, représentative des conditions moyennes de l'ensemble du pays. Sa superficie est de 13.984 km2 (10, 35 o)o de la surface totale de la Grèce) et sa population est* de 628.941 habitants, dont plus de 40 o)o sont représentés par des mères et des enfants au-dessous de 14 ans.

D'autre part, Larissa, centre de la zone, se trouve à égale distance des deux villes universitaires, Athènes et Salonique.

*Données extraites du dernier recensement (1951).

2. Pour certains besoins ou certaines activités spéciales, il est envisagé d'étendre le domaine de la zone ci-dessus définie aux «nomoi» limitrophes : Ioannina, Thesprotie et Arta, qui constituent la région naturelle d'Epire, et Etolo-Achanrnania et Evritanie qui constituent la région naturelle de Grèce occidentale. L'ensemble de ces 6 «nomoi» a une superficie de 16.191 km2, avec une population de 587.298 habitants.

Les conditions de l'Epire et de la Grèce occidentale sont sensiblement différentes de celles de la Thessalie, avec un habitat très dispersé et souvent isolé, des communications dificiles, un niveau économique, social et éducatif relativement bas, ceci faisant obstacle à l'implantation d'unr éseau complet et bien articulé de centres sanitaires fixes, tels que prévus par la loi de 1955 sur la protection sanitaire rurale.

De plus, une partie de l'Epire se trouve être le siège d'un programme d'expérimentation et de démonstration pour les régions en voie de développement mis en oeuvre par l'Agence Européenne de Productivité (OECE) ainsi, que d'un programme d'éducation des adultes mis en oeuvre par l'UNESCO.

Article III

Buts

Le Gouvernement, avec l'assistance initiale de l' OMS et de l'UNICEF a en vue la réorganisation et le développement des services sanitaires dans l'ensemble du pays, principalement dans les zones rurales, avec une attention particulière à la protection totale des mères et des enfants, Un tel objectif comporte essentiellement :

— la réforme de l'administration sanitaire actuelle sur la base de la régionalisation, grâce à la création d'«Unités» de Santé» intermédiaires entre l'échelon local (nomoi) et l'échelon national (Ministère de la Prévoyance sociale) ;

— la recherche d'une coordination complète, efficale et economique de tous les services existants, quel que soit le type d'administration (publique, privée ou semi-publique) dont ils relèvent, de matière à éviter aussi bien des lacunes que des doubles emplois ;

— la création de services nouveaux, au fur et à mesure que leurs besoins respectifs apparaîtront et que le perssonnel compétent nécesaire sera disponible ;

— la formation pratique, et dans certain cas accélérée, sur le terrain même et dans les conditions de leur travail, des diverses catégories de personnel sanitaire, ainsi que des stages de perfectionnement pour le personnel déjà formé ;

— l'achèvement d'un programme général de santé publique, envisagé au triple point de vue de la médecine soins, de la prévention et de l'éducation sanitaire.

Article IV

Méthodes

Les parties en cause ont convenu que la meilleure méthode pour parvenir aux objectifs précédemment indiqués etait la constitutuion de la région de Thessalie ci-dessus définie à l'Article II comme zone d'opérations, et l'utilisation de cette zone à des fins de démonstration, d'enseignement et de recherche, les différents aspects du programme étant mis en oeuvre et évalués dans un cadre limité en vue de leur extension progressive aux régions limitrophes et au reste du pays.

Article V

Plan d'action
(Plan-cadre)

1. Le plan d'action (Plan-cadre) envisagé pour le présent projet est indiqué ci-après dans ses grandes lignes. Il sera éventuellement revisé, et un ou plusieurs plans d'opérations détaillés seront élaborés, à la suite des études entreprises sur le terrain et des recommandations spécifiques formulées conjointement par les experts nationaux et les consultants de l'OMS cités ci-après à l'Article VII, et après discussions entre le Gouvernement, l'OMS et l'UNICEF. Ces plans subsidiaires seront considérés comme des Avenants au présent Plan d'action (Plan-cadre).

I. 1 Structure administrative et technique

1.1.1 à l'échelon national, il sera criéé :

a) un Comité central de coordination groupant les représentants du Ministère de la Prévoyance sociale et des autres Ministères intéressés aux questions sanitaires et sociales (Ministère du Travail de l'Education nationale, de l'Agriculture, des Travaux prus blics, de la Coordination, de l'Intérieur), les représentants des organismes d'Assurances sociales (IKA), les représentants des institutions semi-publiques et privées (PIKPA), Croix-Rouge, Fonds du Roi, Fonds de la Reine), représentants des organisations internatio-

nales ou intergouvernementales (OMS, Bureau de liaison de l'UNICEF, UNESCO, OECE) et le Directeur de la zone d'opérations, La liste des membres du Comité central n'est pas limitative et pourra comprendre des représentants d'autres administrations ou institutions qui par la suite seraient amenées à collaborer à ce programme.

Le Comité central de coordination tiendra chaque année deux réunions ordinaires, l'une pour l'examen du rapport annuel du Directeur de la zone d'operations et l'examen du budget de l'année écoulée, l'autre pour l'approbation du programme et du projet de budget pour l'année suivante. Il tiendra en outre autant de réunions extraordinaires que les circonstances l'exigeront.

C'est au Comité central qu'il appartiendra de proposer à la decision du Ministre de la Prévoyance sociale l'application ou l'extension au reste du pays des mesures mises à l'essai, dans la zone d'opérations, après évaluation des résultats obtenus. Le Ministère de la Prèvoyance sociale assurera le secrétariat de ce Comité. Il désignera un fonctionnaire, responsable en permanence de la liaison avec la zone d'opérations.

b) Le Comité central de coordination constituera un sous-comité, dédommé sous-comité technique et scientifique, comprenant des représentants du Ministère de la Prévoyance sociale, de l'ecole d'Hygiène d'Athènes, des Universités d'Athènes et de Salonique, le Directeur de la zone d'operations et son assistant pour la Direction des Etudes ci-dessous désigné en 1.1.2 (b).

Le Comité technique et scientifique fixera lui-même la périodicité de ses réunions.

Il aura à recommander, à approuver et à évaluer, d'une part les programmes de formation du personnel, d'autre part les projets d'études et de recherches confiés à la zone d'operation.

Les deux Comités ci-dessus désignés auront leur siège au Ministère de la Prévoyance sociale à Athènes.

1.1.2 à l'échelon régional (Larissa), il sera créé :

a) Un Comité régional consultatif comprenant les «nomarches» ou les Directeurs des ««nomarchies» des 4 «nomoi» de Thessalie, les "«nomiatres» et un représentant de chaque ministère, administration et institution cités à l'échelon national, le Directeur du Centre de Prévoyance sociale de Larissa, et le Directeur de la zone d'opérations, qui assurera le secrétariat de ce Comité.

La Comité régional consultatif fixera lui-même la periodicité de ses réunions. Il assurera le contrôle des diverse activités de la zone d'opérations et présentera ses propositions à l'avis ou à la décision du Comité central de coordination.

b) Une Direction de la zone d'opérations, qui comprendra :

— Le nomiatre du nomos de Larissa, Directeur, de la zone d'opérations (Region de Thessalie) chargé, dans une période transitoire, de la supervision des activités spéciales qui pourraient être mises en oeuvre dans la zone d'extension d'Epire et de Grèce occidentale ;

— 2 assistants directs : un nomiatre adjoint, plus spécialement responsable des tâches administratives et techniques courantes du nomos de Larissa; un Directeur des études et de l'enseignement pratique, membre de l'Ecole d'Hygiène d'Athènes et détaché par cette Ecole auprès de la zone d'opérations;

— un médecin, Chef du Laboratoire de Santé publique régional;

— un statisticien (médecin);

— un ingénieur sanitaire;

— une infirmière visiteuse chef;

— un éducateur sanitaire;

— un médecin, inspecteur de PIKPA;

— du personnel administratif, de secrétariat et des services généraux.

A ce personnel fixe et à temps complet, s'ajoutera un personnel consultant à temps partiel, constitué d'une part par les chefs des différents services permanents de l'Hôpital de Larissa, d'autre part par des spécialistes non disponibles localement et qui seront appelés à venir régulièrement dans la zone d'opérations, soit d'Athènes, soit de Salonique.

En outre, le personnel déjà en fonctions à la nomiatre de Larissa (agents sanitaires, paludologues, personnel de secrétariat et des services généraux, etc.) collaborera aux activités de la Direction de la zone d'opérations.

c) Des facilités de locaux et d'installation matérielle, qui comprendront :

— un bâtiment à Larissa pour loger les bureaux de la zone d'opération;

— un centre d'hébergement pour les stagiaires des différents programmes d'enseignement indiqués ci-dessous en 1.3. Le bâtiment du «Greek War Relief» de Pharsala, à 50 km de Larissa, sera utilisé à cet effet, après avoir subi les transformations et les aménagements nécessaires.

1.2. Organisation de la zone d'opérations

L'organisation de la zone d'opérations comportera essentiellement les mesures suivantes, qui contribueront à en faire la première unité de santé régionale en Grèce ayant son siège à Larissa.

1.2.1 Coordination des activités existantes

Le Directeur de la zone d'opérations étudiera et mettra en oeuvre les moyens de coordination indispensables entre les divers éléments dépendant du Ministère de la Prévoyance sociale (hôpitaux, stations sanitaires, dispensaires communaux et ruraux), avec, les services d'autres Ministères (Education nationale Travail, etc.) concourant à la protection de la santé, publique, avec les organismes de sécurité sociale (IKA)- avec les institutions sanitaires et sociales et autres privées ou jouissant d'un statut particulier (Croix-Rouge) oeuvres Philanthropiques diverses) et plus spécialemen- avec PIKPA, selon les principes généraux énoncés ci dessous en 1.2.2. en ce qui concerne cette dernière organisation.

La coordination portera sur le plein emploi et l'utilisation rationnelle de tout le personnel et de tous les locaux et matériels disponibles, dont un inventaire exact aura été préalablement dressé et comportera une supervision adéquate du personnel.

Un règlement sanitaire type et un service organisé des vaccinations seront appliqués à l'ensemble des communes. Un système de «carnet de santé» qui suivra l'enfant au cours de son développement, ainsi que de fiches de liaison entre les différents services sera mis en place.

La coordination prendra la forme d'une hiératchi sation en ce qui concerne la structure hospitalière, où l'hôpital du siège de la région (Larissa) après avoir été complété dans les conditions indiquées ci-dessous en 1.2.3 sera promu au rang de Centre hospitalier régional, auquel seront rattachés les hôpitaux des autres nomoi et les stations sanitaires.

En ce qui concerne l'articulation des stations sanitaires et des dispensaires communaux et ruraux, un système plus souple et mieux adapté aux variations des conditions locales, tout en restant dans le cadre général de la loi de 1955, sera étudié et mis à l'épreuve. Ce sustème pourra comprendre une répartition différente des médecins et du personnel paramédical et pars fois même leur regroupement, en tenat compte de-

moyens de déplacement qui pourraient être mis à leur disposition.

Un effort devra être fait pour inclure les médecins praticiens et les hôpitaux privés dans un système général et bien coordonné de protection de la santé publique, auquel ils pourront accepter de s'asscier.

Le Directeur de la zone d'operations organisera des réunions régulières de tout le personnel collaborant aux activités de la zone. Il sera utile également qu'un bulletin d'information soit créé ntet périodiquement diffusé.

1.2.2. Rôle des unités mobiles

La recherche d'une coordination aussi parfaite que possible s'appliquera tout particulièrement au travail des unités mobiles de PIKPA, tant celles actuellement en fonction dans la zone d'opérations de Thessalie que celles qui pourraient être créées dans les zones d'extension nouvelles d'Epire et de Grèce occidentale.

A cet effet, les principes généraux suivant seront sauvegardés :

a) Dans la zone pilote de Thessalie, qui devra être par priorité et dans toute la mesure du possible complètement équipée en centres sanitaires fixes, ainsi qu'il est indiqué ci-dessous en 1.5, on s'attachere à une véritable «reconversion» des responsabilités actuelles des unités mobiles.

Cette reconversion les orientera, selon les cas et après étude approfondie de chaque proposition nouvelle, vers l'une ou l'autre des activités suivantes :

— consultations spécialisées de pédiatrie, mises périodiquement à la disposition d'un secteur géographique déterminé, pour l'examen des cas difficiles, non aigus, tels que malformations congénitales troubles nutritionels et du développement, affections chroniques, dépistage et orientation des infirmes, etc.

— consultations spécialisées d'hygiène mentale infantile, comportant une équipe de pédo-psychiatres, psychologues, éventuellement rééducateurs; protection sanitaire et sociale des enfants placés hors du domicile de leurs parents;

— consultations d'hygiène scolaire pour les communes rurales dispersées et isolées;

— consultations d'hygiène dentaire;

— participations à des programmes spéciaux (lutte anti-tuberculeuse par example) qui pourraient faire l'objet de plans séparés;

— études et enquêtes épidémiologiques, au sens le plus large du terme, analogues à celles qui ont dejà été entreprises (goître-helminthiases).

Ces différentes activités, dont la liste n'est évidemment pas limitatvie, pourront être combinées dans le calendrier de travail d'une même équipe.

Dès que l'implantation dans la zone pilote d'un armement sanitaire fixe et du personnel correspondant le permettra, les équipes mobiles de Thessalie seront progressivement retirées pour être utilisées dans d' autres régions de la Grèce.

b) En ce qui concerne la zone d'extension d'Epire, les nouvelles unités mobiles pourront, soit jouer l'un des rôles définis ci-dessus, sur la base de l'expérience acquise dans la zone d'opérations de Thessalie, soit, pendant une période transitoire, pallier la déficience actuelle de centres sanitaires fixes.

Dans ce dernier cas, l'unité mobile ne devra pas être considérée seulement comme un élément du service de protection maternelle et infantile, mais comme un véritable dispensaire polyvalent itinérant, qui assurera la protection sanitaire de la population (curative, préventive et éducative) de l'ensemble de la population des villages visités.

c) Quelle que soit leur orientation (service spécialisé ou dispensaire polyvalent) les unités mobiles, de même d'ailleurs que les consultations fixes de protection maternelle et infantile de PIKPA, s'engageront dans la pratique d'une éducation sanitaire directe et active, par tous les moyens qui seront mis à leur disposition et après formation de leur personnel aux méthodes et aux techniques modernes.

d) En ce qui concerne l'application de ce programme, les centres fixes de consultations et unités mobiles de PIKPA seront placés du point de vue technique sous l'autorité de chacun des nomiatres, qui dans leurs secteurs respectifs, en disposeront selon les modalités qu'ils jugeront les plus rationnelles. Il sera clairement établi, par exemple, que dans le cas où la même sage-femme ne pourra assurer les soins pré-nataux l'accouchement et les soins post-nataux, une liaison étroite et effective jouera entre les sage-femmes et infirmières visiteuses de l'organisation PIKPA et leurs collègues des stations sanitaires et dispensaires ruraux ou communaux.

e) En ce qui concerne l'application de ce programme, on s'attachera à réaliser par étapes et après étude de chaque cas particulier une égalisation des rémunérations de toutes sortes entre les membres du personnel correspondants de PIKPA et du Ministère de la Prévoyance sociale.

f) Enfin, toutes les situations et tous les cas particuliers relatifs à la suppression ou à la «reconversion» d'unités mobiles dans les différentes régions feront l' objet d'une évaluation périodique et de décisions prises par le Directeur de la zone d'opérations, après avis du Comité régional de coordination.

1.2.3 Services nouveaux

En plus des activités originales suggerées ci-dessus pour les unités mobiles, les services nouveaux ci-après seront créés dans la zone d'opérations.

a) Laboratoire régional de santé publique

Ce laboratoire sera établi à Larissa, dans des locaux distincts du Laboratoire de l'Hôpital.

Il sera chargé, pour toute l'étendue de la zone d' operations, du contrôle de l'eau, du lait et des produits alimentaires d'une part, des examens épidémiologiques d'autre part. Il participera à des activités d'études et de recherche.

Son personnel comprendra un médecin biologiste directeur, cité au paragraphe 1.1.2 (b) ci-dessus, un technicien de laboratoire et le personnel auxiliaire et des services généraux nécessaires.

b) Renforcement des services hospitaliers

Le service de pédiatrie de l'Hôpital de Larissa sera complété et comprendra un service de soins aux enfants prématurés pour toute l'étendue de la zone d'opérations. Il fonctionnera sous l'autorité d'un pédiatre, avec le personnel spécialisé nécessaire.

Le laboratoire clinique de l'Hôpital de Larissa sera renforcé, ainsi que les services de radiologie. Ultérieurement, la création de services hospitaliers pour les maladies chroniques et la gériatrie sera envisagée.

Ces differents développements tendront à promouvoir l'Hôpital de Larissa au rang de Centre hospitalier régional.

Certains services des hôpitaux des nomoi de la région seront également renforcés (pédiatrie, laboratoire).

c) En liaison avec le laboratoire régional de santé publique et les différent services hospitaliers, les secteurs d'activité suivants de la zone d'opérations seront créés et fonctionneront sous l'autorité des chefs de service ou des consultants cités sous 1.1.2 (b) ci-dessus :

- statistiques sanitaires
- épidémiologie
- assainissement du milieu
- lutte antituberculeuse
- hygiène mentale

- protection maternelle et infantile
- maladies chroniques et dégénératives
- sois infirmiers
- éducation sanitaire.

1.3. Formation du personnel

Tous les services de soins médicaux, de prévention et d'éducation sanitaire de la zone d'opérations, existants ou à créer, seront utilisés pour la formation pratique en santé publiqure du personnel.

Cette formation intéressera par priorité le personnel de la zone d'opérations (Thessalie) et s'étendra progressivement à celui des autres regions. Elle s'adressera aux médecins des station sanitaires, dispensaires ruraux et communaux, centres de protection maternelle et infantile (PIKPA), scholiatres etc., aux infirmières de santé publique (infirmières diplômées ,infirmières dites d'«une année»), aux auxiliaires rurales aux inspecteurs et agents sanitaires, enfin à des catégories de personnel autres que le personnel médical et para-médical et telles par exemple que les responsables locaux de la zone de démonstration et de développement d' Epire (OECE, UNESCO).

L'enseignement, essentiellement pratique, comprendra d'une part une formation de base de santé publ que, d'autre part des cours de perfectionnement périodique.

La formation de base de santé publ que sera donnée à des promotions successives de 20 à 25 stagiaires logés au Centre de Pharsala, pour une du ée d'un mois pendant 9 mois chaque année, soit 200 stagiaires par an environ.

L'enseignement sera placé sous la responsabilité du Directeur de la zone d'opérations et de son assistant, le Directeur des études, chargé de l'élaboration détaillée des programmes. Les personnels à temps complet et à temps partiel de la zone d'opérations collaboreront à cette activité, ainsi que des spécialistes de l'Ecole d'Hygiène d'Ahtènes et des Universités d'Athènes et de Salonique. La formation donnée comportera un minimum de conférences et un maximum de groupes de discussions, d'exercices pratiques et de travaux sur le terrain. Un certificat sera attribué aux stagiaires, à la fin de chaque session.

En plus de la formation accélérée ci-dessus indiquée, il sera envisagé de créer un enseignement systématique à l'intetion des auxiliaires rurales.

1.4 Etudes et Recherches

Les facilités de la zone d'opérations seront mises à profit systématiquement pour toutes activités d' études et de recherches décidées par le sous-comité technique et scientifique.

Le personnel de la zone d'opérations sera associé à ces activités ainsi d'ailleurs que, le cas échéant, les stagiaires des cours de formation pratique.

Les études et les recherches seront entreprises dans 3 domaines: sanitaire, administratif et opérationnel, évaluation.

Les résultats des études et des recherches seront consignés dans des rapports et des publications, qui recevront la diffusion qui sera jugée utile.

2. Bénéficiaires

Le nombre des bénéficiaires comprendra, tout au moins dans la première phase du projet, la population de la région de Thessalie dont le nombre, ainsi que la proportion des mères et des enfants, est indiqué ci-dessus à Article II.

Le nombre des bénéficiaires dans les phases suivantes sera indiqué ultérieurement.

3. Echelonnement chronologique des opérations

Les parties au présent plan s'engagent, dans toute la mesure du possible, à s'acquitter de leurs obligations respectives conformément au tableau chronologique suivant:

1959 : préparation de la zone d'opérations , constitution des comités prévus ci-dessus en 1.1, choix et désignation du personnel de direction, formation de ce personnel grâce à des courses d'études de l' OMS, étude des différents points du programme par les spécialistes nationaux avec l'aide des consultants fournis par l'OMS

1960 : première fourniture de matériel et d'équipement de l'UNICEF. Equipement, désignation du personnel complémentaire et début des stages de formation pratique par priorité pour le nomos de Larissa, puis pour les 3 autres nomoi de la zone d'opérations (Thessalia).

Mise en oeuvre du programme dans la zone de démonstration de l'OECE en Epire (Konitsa, Zagori, Paracalamos).

Implantation des nouvelles unités mobiles dans les nomoi de Thesprotie, Jannina et Etolo-Acharnania.

1961 et annés suivantes : extension du programme au reste de la zone considérée dans ce plan, dans des conditions qui seront précisées ultérieurement.

4. Evaluation

Le Gouvernement et l'OMS assureront conjointement la responsabilité de l'évaluation du présent projet, pendant tout sa réalisation. Le Gouvernement poursuivra l' évaluation après la periode de collaboration internationale. Le plan d'opérations, et toutes mesures détaillées visant à son application, seront réexaminés et modifiés par consentement mutuel, chaque fois qu'il sera considéré comme nécessaire de la faire d'après l'évaluation du projet.

Articl e VI

Administration et répartition des responsabilités

1. Le projet sera exécuté sous la responsabilité du Gouvernement avec les conseils echniques de l' OMS et l'assistance matérielle de L'UNICEF.

2. L'OMS sera représenté par son Bureau régional de l'Europe dans l'exercise de toutes les fonctions, activités , droits et obligations découlant pour elle du présent Plan d'opérations, et tout personnel affecté au projet par l'OMS sera responsable devant l'OMS et agira sous son contrôle et sous sa direction par l' intermédiaire du Bureau régional.

Pour toute question concernant l'assistance technique à fournir en exécution du présent Plan d'opérations, l' OMS, par l'intermédiaire de son Bureau régional, traitera avec le Ministère de la Prévoyance sociale.

Article VII.

Obligations de l' OMS

L'OMS s'engage à procurer, en application du Programme élargi d'Assistance technique en vue du développement économique et sous réseve des disponibilités financières les prestations suivantes ;

1959 : — 1 consultant pour l'administration de la Santé publique : 2 mois
— 1 consultante pour les soins infirmiers : 1 mois
— Bourses d'études : 12 mois

1960 : — Consultants : 6 mois (détails à préciser ultérieurement)
— Bourses d'études : 4 mois

1961 : — Consultants : 6 mois (détails à préciser ultérieurement)
— Bourses d'études : 6 mois

Année ultérieures : à préciser ultérieurement.

Article VIII

Obligations de l'UNICEF

I. L'UNICEF s'engage à fournir, jusqu' à concurrence d'environ $ 75.000 frais d'expédition inclus, le matériel et les prestations suivantes :

a) Equipement de base pour la protection maternelle et infantile .

Pour 5 stations sanitaires et 80 dispensaires ruraux et commmunaux ; pour les services pédiatriques et obstétriques de l'hôpital régional de Larisse; équipement dentaire transportable.

b) Equipement de Laboratoire.

Pour le Laboratoite régional de santé publique de Larissa; équipement suplémentaire pour les 4 hôpitaux des nomoi;

c) Equpiement d'instruction et d'information.

Pour le centre de Pharsala et le siège régional de Thessalie; pour l'éducation sanitaire de la population ;

d) Transport

4 voitures pour l'inspection de la zone d'opérations
5 voitures pour 5 stations sanitaires
4 voitutes pour 4 unités mobiles supplémentaires
2 voitures pour le transport des stagiaires

e) Allocations d'études

Pour les cours donnés au centre de Pharsala — 100 stagiaires d'un mois chacun à $ 50 par mois.

2. Il est entendu que l'UNICEF pourra être saisi de demandes de fournitures supplémentaires. La contribution totale de l'UNICEF telle qu'elle est envisagée s'élèverait à $ 150, 000.

Article IX.

Obligations du Gouvernement

1. Sous réserve des dispositions des Articles VII et VIII, le Gouvernement procurera intégralement le personnel, les matières premières, les fournitures, le matériel et les fonds afférents aux dépenses locales qui seront nécessaires pour l'exécution du projet, et notamment :

a) Personnel— Le Gouvernement s'engage à fournir dès la mise en train du projet le personnel supplémentaire désigné ci-dessus à l'Article V et plus particulièrement en 1.1.2 et 1.2.3.

D'autre part, il s'engage en 1959 et 1960 à pourvoir par priorité absolue en personnel médical et para-médical qualifié les postes vacants qui pourraient exister dans le nomos de Larissa, puis dans les autres nomoi de Thessalie. Dans les mêmes conditions, les postes vacants dans la zone d'extension du projet devront être progressivement comblés pendant les années suivantes.

b) Locaux— Dans la phase initiale du projet, le Gouvernement s'engage à effectuer les aménagements matériels et les constructions nouvelles, ainsi qu'à assurer la libre disposition des locaux désignés ci-dessus à l'Article V et plus particulièrement en 1.1.2 (c) et 1.2.3.

c) Recrutement des stagiaires— Le Gouvernement s'engage à payer les frais de voyage des stagiaires des cours de formation pratique ci-dessus désignés à l'Article V (1.3).

2. Le Gouvernement prendra également à sa charge:

a) Les frais d'entrepôt et de transport, à l'intérieur du pays, du matériel et des fournitures de l'UNICEF.

b) Les communications téléphoniques, télegraphiques et postales nécessaires.

c) Les frais de carburant et d'entretien et le coût des pièces de rechange* pour les véhicules fournis par l'UNICEF.

d) Les dépenses relatives à la publicité donné au programme.

e) Les dépenses accessoires qui pourraient être nécessaires pour la bonne exécution du programme.

3. Le Gouvernement procurera au personnel international fourni par l'OMS :

a) Les bureaux, le mobilier, le matériel, les fournitures de bureau et le personnel de secrétariat nécessaires,

b) les moyens de transport, au lieu d'affectation et pour les déplacements de service à l'intérieur du pays, y compris le transport du lieu de residence au lieu de travail, et retour,

c) une aide pour l'obtention de logements appropriés pour la période des fonctions officielles dans le pays,

d) toutes autres facilités dont le Gouvernement et les organisations participantes pourront convenir.

4. Rapports établis par le Gouvernement

Le Gouvernement tiendra l'OMS et l'UNICEF au courant des progrès réalisés dans l'exécution du projet. Les rapports nécessaires à cette fin seront préparés périodiquement par le Gouvernement, ou en son nom, et soumis aux Parties.

5. Publications

Le Gouvernement, l'OMS et l'UNICEF se consulteront en ce qui concerne la publication, tant sur le plan national que sur le plan international, des conclusions et des rapports établis à l'occasion du projet.

6. Continuation du projet

Le Gouvernement s'engage à accorder une priorité de prémier rang à ce projet dans la demande d'assistance globale qu'il soumet annuellement au titre du Programme élargi s'assistance technique, et ce aussi longtemps que le présent accord restera en vigueur.

Lorsque l'assistance fournie par l'OMS et l'UNICEF aura pris fin, le Gouvernement continuera le programme dans la limite des ressources disponibles.

7. Moyens d'évaluation

Le Gouvernement mettra à la disposition de l' OMS des moyens de procéder à l'évaluation, lorsqu'il sera nécessaire, y compris l'accés aux renseignements statistiques et autres, ainsi que l'aide de services statistiques et autres services gouvernementaux et l'usage de leurs installations.

8. Dépenses incombant au Gouvernement

Les dépenses incombnt au Gouvernement pour l' exécution des engagements pris par lui au titre du présent projet sont évalués à : Drachmes soit $ EUA.

Le Gouvernement s'engage à inscrire les crédits correspondants dans son budget pour toute la durée du projet.

Le Gouvernement s'engage à fournir à l'UNICEF, peu après la fin de chacun des exercices financiers nationaux sur les quels s'étend la période d'exécution du projet, un état certifié conforme des dépenses affectives concernant l'exécution du projet.

ARTICLE X

Dispositions finales

1. Le prèsent Plant d'opérations entrera en vigueur à la date de sa signature par les Parties; il restera en vigueur jusqu'à la cessation de l'assistance internationale fournie par l'OMS et l'UNICEF, y compris la période qui pourra être nécessaire pour l'exécution des arrangements relatifs à la liquidation de cette assistance.

2. Le présent Plan d'opérations pourra être modifié d'un commun accord entre les Partiess.

3. Lorsque l'exécution du projet aura pris fin, la dévolution du matériel et des fournitures, procurés au termes de l'Article VIII du présent Plant d'opérations, et dont l'UNICEF aura consacré la propriété, sera décidée d'un commun accord entre le Gouvernemnt et l' UNICEF conformèment aux règles et principes appropriés.

*Sous réserve qu'il soif possible de se procurer ces pièces dans le pays.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Plan d'opérations.

FAIT en six exemplaires en francais

A Athènes le 25 Novembre 1959
Pour le Gouvernement de Grèce
A. STRATOS
J. PSARREAS
EL. MAVROULIDES

A Copenhague le 20 Novembre 1959
Pour l'Organisation Mondiale de la Santé
S. HESSELVIK

A Neuilly-sur-Seine le 25 Novembre 1959
Pour le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
CHARLES EGGER

Ἐνέργειαι (Σχέδιον Ἐνεργειῶν) δι' ἓν Πρόγραμμα Ὀργανώσεως Πειραματικῆς Ζώνης Δημ. Ὑγείας Ἐν Ἑλλάδι.

Ἡ Κυβέρνησις τῆς Ἑλλάδος, καλουμένη ἐφ' ἑξῆς « Ἡ Κυβέρνησις », καὶ ἡ Παγκόσμιος Ὀργάνωσις Ὑγείας ἐπονομαζομένη ἐφ' ἑξῆς Π.Ο.Υ. (L' OMS) καὶ ὁ Ἔρανος Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν παιδικὴν ἡλικίαν, ἐφ' ἑξῆς καλούμενος ΟΥΝΙΣΕΦ (UNICEF), ἐπιθυμοῦσαι, ὅπως ἐπέλθη συμφωνία ἐφ' ἑνὸς προγράμματος πειραματικῆς Ζώνης Δημοσίας Ὑγείας ἐν Ἑλλάδι (Π.Υ.Μ.) καὶ κυρίως ἐπὶ τῷ σκοπῷ τῆς ἀξιοποιήσεως τοῦ προγράμματος καὶ τῶν ὑποχρεώσεων, αἱ ὁποῖαι ἤθελον γίνῃ ἀποδεκταὶ ἐξ ἑκάστου τῶν Μερῶν καί, δηλοῦσαι ὅτι ἐπιθυμοῦν νὰ ἐκπληρώσουν τὰς ὑποχρεώσεις ταύτας ἐν πνεύματι φιλικῆς συνεργασίας.

Συμφωνοῦν τὰ κάτωθι :

Ἄρθρον 1.

Βάσις τῶν Σχέσεων

Ἡ βασικὴ συμφωνία ἡ σχετικὴ μὲ τὴν παραχώρησιν τεχνικῆς βοηθείας, ἥτις ἐπετεύχθη τὴν 10ην Φεβρουαρίου 1956, ἀφ' ἑνὸς μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλλάδος καὶ ἀφ' ἑτέρου, τῶν ἀντιπροσωπευθεισῶν Ὀργανώσεων παρὰ τῷ Γραφείῳ Τεχνικῆς βοηθείας καὶ ἡ συναφθεῖσα βασικὴ συμφωνία μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς ΟΥΝΙΣΕΦ τὴν 14 Ὀκτωβρίου 1947, καθορίζουν τὰς σχέσεις (συνεργασίας) μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως καὶ τῶν συμμετεχουσῶν Ὀργανώσεων, διὰ τὴν ἐκτέλεσιν τοῦ προγράμματος τούτου.

Τὰ ἄρθρα τοῦ παρόντος σχεδίου ἐνεργειῶν δέον ὅπως ἑρμηνεύωνται ὑπὸ τὸ φῶς τῶν ἀνωτέρω βασικῶν ἀπόψεων τῶν ἀνωτέρω συμφωνιῶν.

Ἄρθρον 2.

Ζώνη (Δράσεως) ἐνεργειῶν (Π.Υ.Μ.)

1. Ἡ καθορισθεῖσα περιοχὴ διὰ τὴν Ζώνην Δράσεως (Π.Υ.Μ.) συνίσταται ἐκ τῶν 4 Νομῶν ἢ διαμερισμάτων τῆς Θεσσαλίας (Καρδίτσης, Τρικάλων, Λαρίσης, Μαγνησίας), μὲ κέντρον τὴν Λάρισαν. Ἀπὸ ἀπόψεως ἱστορικῆς, γεωγραφικῆς, οἰκονομικῆς καὶ κοινωνιολογικῆς ἡ ζώνη αὕτη ἀποτελεῖ μίαν φυσικὴν περιοχήν, ἀντιπροσωπεύουσαν τὰς μέσας συνθήκας τοῦ συνόλου τῆς Χώρας.

Ἡ ἐπιφάνειά της εἶναι 13.984 τ. χιλ. (ἤτοι τὰ 10,35 ο]ο τοῦ συνόλου τῆς ἐπιφανείας τῆς Ἑλλάδος) καὶ ὁ πληθυσμὸς της ἀνέρχεται εἰς 628.941 κατοίκους (κατὰ τὴν τελευταίαν ἀπογραφὴν τοῦ 1951), ἐκ τῶν ὁποίων πλέον τῶν 40 ο]ο ἀντιπροσωπεύονται ἀπὸ μητέρας καὶ τέκνα κάτω τῶν 14 ἐτῶν.

Ἐξ ἄλλου ἡ Λάρισα, Κέντρον τῆς Ζώνης, εὑρίσκεται εἰς ἴσην ἀπόστασιν ἀπὸ τὰς 2 Πανεπιστημιακὰς πόλεις τῶν Ἀθηνῶν καὶ τῆς Θεσσαλονίκης.

2. Δι' ὡρισμένας ἀνάγκας ἢ εἰδικὰς ἐνεργείας, προβλέπεται ἡ ἐπέκτασις τοῦ τομέως τῆς ὡς ἄνω καθοριζομένης Ζώνης καὶ εἰς τοὺς συνορευομένους μετ' αὐτῆς νομοὺς τῶν Ἰωαννίνων, τῆς Θεσπρωτίας τῆς Πρεβέζης καὶ τῆς Ἄρτης, οἵτινες ἀπαρτίζουν τὴν φυσικὴν περιοχὴν τῆς Ἠπείρου, Αἰτωλοακαρνανίας καὶ Εὐρυτανίας, ὡς καὶ τὴν γεωφυσικὴν περιοχὴν τῆς Δυτικῆς Ἑλλάδος. Τὸ σύνολον τῶν 6 τούτων Νομῶν ἔχει ἐπιφάνειαν 16.191 τ. χιλ. μὲ πληθυσμὸν 587.298 κατοίκων. Αἱ συνθῆκαι τῆς Ἠπείρου καὶ τῆς Δυτικῆς Ἑλλάδος εἶναι αἰσθητῶς διάφοροι τῶν τῆς Θεσσαλίας μὲ πληθυσμὸν διεσπαρμένον καὶ συχνὰ ἀπομεμονωμένον, δυσκόλους συγκοινωνίας, μὲ οἰκονομικὸν κοινωνικὸν καὶ μορφωτικὸν ἐπίπεδον σχετικῶς χαμηλόν, συνθῆκαι αἵτινες ἐμποδίζουν τὴν ἐγκαθίδρυσιν ἑνὸς πλήρους καὶ καλῶς διηρθρωμένου δικτύου μονίμων ἰατρείων ὡς ταῦτα προβλέπονται ὑπὸ τοῦ Νόμου τοῦ 1955 «περὶ Ὑγειονομικῆς Προστασίας τῆς Ὑπαίθρου».

Ἐπιπροσθέτως ἓν τμῆμα τῆς Ἠπείρου εἶναι ἡ ἕδρα ἑνὸς προγράμματος Πειραματισμοῦ καὶ ἐπιδείξεως, διὰ τὰς ὑπὸ ἀνάπτυξιν περιοχάς, τιθεμένου ἐν λειτουργίᾳ ὑπὸ τῆς Εὐρωπαϊκῆς Ἀντιπροσωπείας Παραγωγικότητος ὡς καὶ ἑνὸς προγράμματος διαφωτίσεως ἐνηλίκων τεθέντος ἐν λειτουργίᾳ παρὰ τῆς ΟΥΝΕΣΚΟ.

Ἄρθρον 3.

Σκοποί.

Ἡ Κυβέρνησις τῇ ἀρχικῇ βοηθείᾳ τῆς Π.Ο.Υ. καὶ ΟΥΝΙΣΕΦ ἔχει πρὸ ὀφθαλμῶν τὴν ἀναδιοργάνωσιν καὶ ἀνάπτυξιν τῶν Ὑγειονομικῶν Ὑπηρεσιῶν τοῦ συνόλου τῆς Χώρας, κυρίως εἰς τὰς ἀγροτικὰς περιοχὰς δίδουσα ἰδιαιτέραν προσοχὴν εἰς τὴν γενικὴν προστασίαν τῆς μητέρας καὶ τοῦ παιδιοῦ.

Ἓν τοιοῦτον ἀντικείμενον συνεπάγεται κυρίως : (εἰς τοιοῦτος σκοπὸς ἀποβλέπει κυρίως) εἰς :

Τὴν ἀναμόρφωσιν τῆς ἐνεστώσης Ὑγειονομικῆς Διοικήσεως, ἐπὶ τῇ βάσει τῆς ἀποκεντρώσεως, χάριν εἰς τὴν δημιουργίαν ἐνδιαμέσων Ὑγειονομικῶν μονάδων μεταξὺ τῆς τοπικῆς διαβαθμίσεως (διοικήσεως κατὰ νομοὺς) καὶ τῆς Ἐθνικῆς τοιαύτης (Ὑπουργεῖον Κοιν. Προνοίας).

Τὴν ἀναζήτησιν ἑνὸς πλήρους συντονισμοῦ ἀποτελεσματικοῦ καὶ οἰκονομικοῦ ὅλων τῶν ὑφισταμένων ὑπηρεσιῶν, ἀνεξαρτήτως τοῦ τύπου τῆς Διοικήσεως (Δημοσίας, Ἰδιωτικῆς, ἢ ἡμικρατικῆς) ἐξ ἧς ἔλκουν τὴν σύστασιν, πρὸς ἀποφυγὴν τόσον τῶν κενῶν ὡς καὶ τῆς διπλῆς χρησιμοποιήσεως (τῆς ἐκτελέσεως τοῦ αὐτοῦ ἔργου).

Τὴν δημιουργίαν νέων ὑπηρεσιῶν, εὐθὺς ὡς σχετικαὶ ἀνάγκαι ἤθελον παρουσιασθῆ καὶ τὸ ἀρμόδιον ἀναγκαιοῦν προσωπικὸν θὰ ἦτο διαθέσιμον (ὅταν θὰ ὑπάρξῃ σχετικὴ ἀνάγκη καὶ θὰ ὑπάρχῃ τὸ ἀναγκαιοῦν προσωπικόν).

Τὴν πρακτικὴν καὶ εἰς ὡρισμένας περιπτώσεις ταχεῖαν κατάρτισιν ἐπὶ τόπου καὶ συμφώνως πρὸς τὰς συνθήκας τῆς ἐργασίας, ὑγειονομικοῦ προσωπικοῦ διαφόρων κατηγοριῶν ὡς καὶ τὴν ἐν συνεχείᾳ σταδιακὴν τελειοποίησιν τοῦ ἤδη καταρτισμένου προσωπικοῦ.

Τὴν ἐπεξεργασίαν ἑνὸς γενικοῦ προγράμματος δημοσίας ὑγείας ἀντιμετωπιζομένου ὑπὸ τὰς τρεῖς αὐτοῦ ὄψεις, ἤτοι, τῆς ἰατρικῆς περιθάλψεως, τῆς προλήψεως καὶ τῆς Ὑγειονομικῆς διαφωτίσεως.

Ἄρθρον 4.

Μέθοδοι

Τὰ συμβαλλόμενα μέρη συμφωνοῦν, ὅτι ἡ καλυτέρα μέθοδος διὰ τὴν πραγματοποίησιν τῶν ὡς ἄνω καθοριζομένων ἀντικειμένων, ἦτο ἡ ἵδρυσις ἐν τῇ περιοχῇ τῆς Θεσσαλίας, καθοριζομένης ὡς ἀνωτέρω εἰς τὸ ἄρθρον ΙΙ, Ζώνης δράσεως καὶ ἐρευνῶν καὶ ἡ χρησιμοποίησις τῆς Ζώνης ταύτην ἐπὶ τῷ τέλει τῆς ἐπιδείξεως ἐκπαιδεύσεως καὶ ἐρεύνης τῶν διαφόρων ἀπόψεων (φάσεων) τοῦ προγράμματος, τιθεμένως ἐν λειτουργίᾳ καὶ ἀξιοποιουμένων ἐντὸς περιωρισμένου πλαισίου, ἐν ὄψει τῆς προοδευτικῆς αὐτῶν ἐπεκτάσεως εἰς τὰς ὁμόρους περιοχὰς καὶ εἰς τὴν ὑπόλοιπον χώραν.

Ἄρθρον 5.

Σχέδιον Δράσεως (Πλαίσιον σχεδίου)

Τὸ σχέδιον δράσεως (πλαίσιον σχεδίου) τὸ υἱοθετηθὲν διὰ τὸ ἐν λόγῳ πρόγραμμα ἀναλύεται κατωτέρω εἰς τὰς

γενικὰς αὐτοῦ γραμμάς :Ἐνδεχομένως θὰ ἀναθεωρηθῇ καὶ ἓν ἢ περισσότερα λεπτομερῆ σχέδια ἐνεργειῶν, θὰ ἐκπονηθοῦν κατόπιν μελέτης συντελεσθησομένης ἐπὶ τόπου καὶ εἰδικῶν ὑποδείξεων διατυπουμένων ἐν συνεργασίᾳ μετὰ τῶν Διεθνῶν ἐμπειρογνωμόνων καὶ τῶν συμβούλων τῆς Π.Ο.Υ. (τῶν ἀναφερομένων κατωτέρω εἰς τὸ ἄρθρον VII) καὶ κατόπιν συζητήσεων μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Π.Ο.Υ. καὶ τῆς ΟΥΝΙΣΕΦ. Τὰ ἐπικουρικὰ ταῦτα σχέδια θὰ θεωρηθοῦν ὡς τροποποιήσεις τοῦ παρόντος σχεδίου δράσεως.

1.1. Τεχνικὴ καὶ διοικητικὴ διάρθρωσις 1.1.1. Εἰς τὴν ἐθνικὴν βαθμίδα (Ὑπουργεῖον) θὰ ἱδρυθοῦν :

α) Μία Κεντρικὴ Ἐπιτροπὴ Συντονισμοῦ, εἰς ἣν θὰ περιλαμβάνωνται οἱ ἐκπρόσωποι τοῦ Ὑπουργείου Κοινωνικῆς Προνοίας, ὡς καὶ τῶν ἄλλων Ὑπουργείων τῶν ἐνδιαφερομένων εἰς ζητήματα ὑγειονομικὰ – καὶ κοινωνικῆς φύσεως (Ὑπουργεῖον Ἐργασίας – Παιδείας – Γεωργίας – Δημοσίων Ἔργων – Συντονισμοῦ καὶ Ἐσωτερικῶν), οἱ ἀντιπρόσωποι τῶν Ὀργανισμῶν Κοινωνικῆς Ἀσφαλίσεως (Ι.Κ.Α.) οἱ ἀντιπρόσωποι τῶν ἡμικρατικῶν Ἱδρυμάτων καὶ τῶν Ἰδιωτικῶν τοιούτων (ΠΙΚΠΑ, ΕΡΥΘΡΟΥ ΣΤΑΥΡΟΥ, ΕΡΑΝΟΣ τῶν Α.Μ. τοῦ Βασιλέως καὶ τῆς Βασιλίσσης) οἱ ἀντιπρόσωποι τῶν Διεθνῶν ὀργανώσεων (Π.Ο.Υ. – ΟΥΝΙΣΕΦ – ΟΥΝΕΣΚΟ) ὡς καὶ ὁ Διευθυντὴς τῆς Πειραματικῆς ζώνης (Π.Υ.Μ.).

Ὁ κατάλογος τῶν μελῶν τῆς Κεντρικῆς Ἐπιτροπῆς δὲν εἶναι περιωρισμένος καὶ θὰ δύναται νὰ συμπεριλάβῃ ἀντιπροσώπους καὶ ἄλλων Διοικητικῶν Ὑπηρεσιῶν ἢ Ἱδρυμάτων, οἵτινες ἐν συνεχείᾳ θὰ ἐκαλοῦντο νὰ συνεργασθοῦν διὰ τὴν ἐκτέλεσιν τοῦ προγράμματος τούτου.

Ἡ Κεντρικὴ Ἐπιτροπὴ Συντονισμοῦ θὰ συγκαλῆται κατ' ἔτος τακτικῶς μὲν εἰς δύο συνεδριάσεις, τὴν μίαν διὰ τὴν ἐξέτασιν τῆς ἐτησίας ἐκθέσεως τοῦ Δ)ντοῦ τῆς Ζώνης ἐνεργείας καὶ τοῦ ἰσολογισμοῦ τοῦ λήξαντος ἔτους καὶ τὴν ἄλλην διὰ τὴν ἔγκρισιν τοῦ προγράμματος καὶ τοῦ σχεδίου προϋπολογισμοῦ τοῦ ἑπομένου ἔτους, ἐκτάκτως δὲ ὁσάκις παρίσταται ἀνάγκη.

Ἡ Κεντρικὴ Ἐπιτροπὴ θὰ ἔχῃ τὸ δικαίωμα νὰ θέτῃ ὑπὸ τὴν ἔγκρισιν τοῦ Ὑπουργείου Κοινωνικῆς Προνοίας τὴν ἐφαρμογὴν ἢ τὴν ἐπέκτασιν εἰς τὴν ὑπόλοιπον χώραν τῶν μέτρων, ἅτινα ἐτέθησαν ὑπὸ δοκιμὴν εἰς τὴν ζώνην Ἐνεργειῶν (Π.Υ.Μ.), μετὰ γενησομένην ἀξιοποίησιν τῶν ἐπιτευγμάτων των. Ὁ Ὑπουργὸς τῆς Κοινωνικῆς Προνοίας θὰ διορίσῃ τὸν Γραμματέα τῆς ἐν λόγῳ Ἐπιτροπῆς.

Οὗτος, (ὁ Ὑπουργὸς), θὰ ὑποδεικνύῃ ἕνα ὑπάλληλον μονίμως ὑπεύθυνον ὡς σύνδεσμον μετὰ τῆς ζώνης ἐνεργειῶν. (Π.Υ.Μ. καὶ Ὑπουργείου).

β) Ἡ Κεντρικὴ Ἐπιτροπὴ Συντονισμοῦ θὰ συστήσῃ μίαν ὑποεπιτροπὴν ὑπὸ τὸν τίτλον Τεχνικὴ καὶ Ἐπιστημονικὴ Ὑποεπιτροπή, συμπεριλαμβάνουσαν ἐκπροσώπους τοῦ Ὑπουργείου Κοινωνικῆς Προνοίας, τῆς Ὑγειονομικῆς Σχολῆς Ἀθηνῶν, τῶν Πανεπιστημίων Ἀθηνῶν καὶ Θεσσαλονίκης, τὸν Δ)ντὴν τῆς ζώνης ἐνεργειῶν καὶ τὸν βοηθὸν αὐτοῦ διὰ τὴν διεύθυνσιν τῶν εἰς 1.1.2. καθοριζομένων θεμάτων.

(β) Ἡ Τεχνικὴ καὶ Ἐπιστημονικὴ Ἐπιτροπὴ θὰ ὁρίσῃ ἡ ἰδία τὴν περιοδικότητα τῶν συνεδριάσεών της.

Ἔργον τῆς ἐν λόγῳ Ἐπιτροπῆς θὰ εἶναι ἡ ὑπόδειξις, ἔγκρισις καὶ ἀξιοποίησις, ἀφ' ἑνὸς μὲν τοῦ προγράμματος καταρτίσεως (μορφώσεως) τοῦ προσωπικοῦ ἀφ' ἑτέρου δὲ τῶν σχεδίων μελέτης καὶ τῶν ἐμπεπιστευμένων εἰς τὴν Ζώνην Ἐνεργειῶν ἐρευνῶν.

Αἱ δύο ὡς ἄνω Ἐπιτροπαὶ θὰ ἑδρεύουν εἰς τὸ Ὑπουργεῖον Κοιν. Προνοίας ἐν Ἀθήναις

1.1.2. Εἰς τὸ περιφερειακὸν κλιμάκιον Λαρίσης θὰ συσταθῇ :

α) Μία περιφερειακὴ συμβουλευτικὴ Ἐπιτροπὴ συμπεριλαμβάνουσα «τοὺς Νομάρχας» ἢ τοὺς Δ)ντὰς «τῶν Νομαρχιῶν» τῶν 4 νομῶν τῆς Θεσσαλίας, τοὺς «Νομιάτρους», τὸν Δ)ντὴν τοῦ Κέντρου Κοινωνικῆς Προνοίας Λαρίσης καὶ ἀνὰ ἕνα ἐκπρόσωπον ἑκάστου Ὑπουργείου ,Διοικήσεως ἢ Ἱδρύματος ὑπαγομένων εἰς τὸ Ἐθνικὸν Κλιμάκιον καὶ τὸν Δ)ντὴν τῆς ζώνης δράσεως (Π.Υ.Μ.) ὅστις θὰ διορίσῃ τὸν Γραμματέα τῆς Ἐπιτροπῆς ταύτης. Ἡ συμβουλευτικὴ περιφερειακὴ Ἐπιτροπὴ θὰ καθορίσῃ ἡ ἰδία τὴν περιοδικότητα τῶν συνεδριάσεών της. Θὰ ἐξασφαλίσῃ τὸν ἔλεγχον τῶν διαφόρων δράσεων τῆς Ζώνης Ἐνεργειῶν καὶ θὰ θέσῃ τὰς προτάσεις της εἰς τὴν Κεντρικὴν Ἐπιτροπὴν τοῦ Συντονισμοῦ πρὸς γνωμάτευσιν καὶ λῆψιν ἀποφάσεων.

β) Μίαν διεύθυνσιν τῆς Ζώνης Ἐνεργειῶν (Π.Υ.Μ.) ἥτις θὰ περιλαμβάνῃ :

1. Τὸν Νομίατρον τοῦ Νομοῦ Λαρίσης, Δ)ντὴν τῆς Ζώνης ἐνεργειῶν (Περιφέρεια Θεσσαλίας) ἐπιφορτισμένον κατὰ τὴν μεταβατικὴν περίοδον, μὲ τὴν ἐπίβλεψιν τῶν εἰδικῶν δράσεων, (ἐνεργειῶν), αἵτινες θὰ ἠδύναντο νὰ τεθοῦν ἐν ἐνεργείᾳ εἰς τὴν ζώνην προεκτάσεως τῆς Ἠπείρου καὶ τῆς Δυτικῆς Ἑλλάδος.

2. Ἀμέσους βοηθούς, ἤτοι : Ἕνα βοηθὸν Νομίατρον, εἰδικώτερον ὑπεύθυνον δ ὰ τὰ τρέχοντα διοικητικὰ καὶ τεχνικὰ καθήκοντα τοῦ Νομοῦ Λαρίσης : – ἕνα Δ)ντὴν σπουδῶν καὶ πρακτικῆς ἐκπαιδεύσεως μέλος τῆς Ὑγειονομικῆς Σχολῆς Ἀθηνῶν καὶ ἀπεσπασμένον ὑπὸ τῆς Σχολῆς ταύτης παρὰ τῇ ζώνῃ Ἐνεργειῶν (Π.Υ.Μ.)

— Ἕνα ἰατρὸν – προϊστάμενον τοῦ περιφερειακοῦ Μικροβιολογικοῦ Ἐργαστηρίου Δημοσίας Ὑγείας.

— Ἕνα στατιστικολόγον (ἰατρὸν)

— Ἕνα Ὑγιεινολόγον Μηχανικὸν

— Μίαν προϊσταμένην Ἐπισκέπτριαν ἀδελφὴν

— Ἕνα Ὑγειονομικὸν διαφωτιστὴν

— Ἕνα Ἐπιθεωρητὴν ἰατρὸν τοῦ Π.Ι.Κ.Π.Α.

— Διοικητικὸν Προσωπικόν, γραμματέα καὶ προσωπικὸν γενικῶν ὑπηρεσιῶν.

Εἰς τὸ ἀνωτέρω μόνιμον καὶ πλήρους ἀπασχολήσεως προσωπικὸν θὰ προστεθῇ καὶ Συμβουλευτικὸν τοιοῦτον μερικῆς ἀπασχολήσεως συγκείμενον ἀφ' ἑνὸς ἐκ τῶν προϊσταμένων διαφόρων μονίμων ὑπηρεσιῶν τοῦ Νοσοκομείου Λαρίσης καὶ ἀφ' ἑτέρου ἐξ εἰδικῶν μὴ διαθεσίμων ἐπιτοπίως (μὴ διαμενόντων ἐν Λαρίσῃ) τοιούτων οἵτινες θὰ μετακαλῶνται νὰ μεταβαίνωσι τακτικῶς εἰς τὴν Ζώνην Ἐνεργειῶν εἴτε ἐξ Ἀθηνῶν εἴτε ἐκ Θεσσαλονίκης. Ἐξ ἄλλου τὸ ἤδη εἰς τὸ Νομιατρεῖον Λαρίσης ὑπηρετοῦν προσωπικὸν (Ὑγειονομικοὶ Ἐπόπται – Ἐλονοσιολόγοι – Γραμματεῖς καὶ γενικῶν ὑπηρεσιῶν κλπ) θὰ συνεργασθῇ εἰς τὰς ἐνεργείας τῆς Δ)σεως τῆς Ζώνης Ἐνεργειῶν (Π.Υ.Μ.).

γ) Τοπικαὶ διευκολύνσεις καὶ ὑλικαὶ ἐγκαταστάσεις αἵτινες θὰ περιλαμβάνουν :

1. Κτίριον ἐν Λαρίσῃ διὰ τὴν στέγασιν τῶν Γραφείων τῆς Ζώνης Ἐνεργειῶν (Π.Υ.Μ.).

2. Ξενῶνα διὰ τοὺς ἀσκουμένους τῶν διαφόρων ἐκπαιδευτικῶν προγραμμάτων ὡς ἐδ. 1.3. Τὸ Κτίριον τῆς Ἑλληνικῆς Πολεμικῆς περιθάλψεως (GREEK QAR RELIEF) Φαρσάλων, ἀπέχον 50 χιλ. ἐκ Λαρίσης, θὰ χρησιμοποιηθῇ πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον, ἀφοῦ προηγουμένως ὑποστῇ τὰς ἀναγκαίας τροποποιήσεις καὶ διαρρυμθίσεις.

1.2. Ὀργάνωσις τῆς Ζώνης Ἐνεργειῶν

Ἡ ὀργάνωσις τῆς Ζώνης Ἐνεργειῶν (Π.Υ.Μ.) θὰ ἀποβλέπῃ κυρίως εἰς τὴν λῆψιν τῶν κάτωθι μέτρων, ἅτινα θὰ συμβάλλουν εἰς τὴν δημιουργίαν τῆς πρώτης περιφερειακῆς Μονάδος Ὑγείας ἐν Ἑλλάδι, μὲ ἕδραν τὴν Λάρισαν.

1.2.1. Συντονισμὸς τῶν ὑφισταμένων δραστηριοτήτων.

Ὁ Δ)ντὴς τῆς Ζώνης Ἐνεργειῶν θὰ μελετήσῃ καὶ θὰ θέσῃ εἰς ἐφαρμογὴν τὰ ἀπαραίτητα μέσα συντονισμοῦ μεταξὺ τῶν διαφόρων στοιχείων τῶν ἐξηρτημένων ἀπὸ τὸ Ὑπουργεῖον Κοιν. Προνοίας (Ν)μείων – Ὑγειον. Σταθμῶν – Κοινοτικῶν καὶ Ἀγροτικῶν ἰατρείων(μετὰ τῶν ὑπηρεσιῶν ἑτέρων Ὑπουργείων (Παιδείας–Ἐργασίας) κλπ. τὰ συμβάλλοντα διὰ τὴν προστασίαν τῆς Δημοσίας Ὑγείας μετὰ τῶν ὀργανισμῶν τοῦ ΙΚΑ μετὰ τῶν ὑγειονομ. καὶ κοινωνικῶν Ἱδρυμάτων καὶ ἄλλων ἰδιωτικῶν διεπομένων ὑπὸ ἰδιαιτέρου καταστατικοῦ (Ἐρυθρὸς Σταυρὸς διάφορα κοινωφελῆ ἱδρύματα) καὶ εἰδικώτερον μετὰ τοῦ ΠΙΚΠΑ συμφώνως πρὸς τὰς ἐν ἐδ. 1.2.2. γενικὰς ἀρχάς, ἰδίᾳ εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τὴν τελευταίαν ταύτην ὀργάνωσιν.

Ὁ συντονισμὸς θὰ ἐρείδεται ἐπὶ τῆς πλήρους ἀπασχο-

λήτεως καὶ λελογισμένης χρησιμοποιήσεως ὁλοκλήρου τοῦ προσωπικοῦ ὡς καὶ ὅλων τῶν χώρων καὶ διαθεσίμων ὑλικῶν, τῶν ὁποίων θέλει προηγηθῆ ἀκριβὴς ἀπογραφή, ἥτις θὰ τυγχάνῃ τῆς ἀνελλιποῦς ἐπιβλέψεως τοῦ προσωπικοῦ (καὶ θὰ συνιστᾶται εἰς τὴν ἀνελλιπῆ ἐπίβλεψιν τοῦ προσωπικοῦ). Ἕνας βασικὸς ὑγειονομικὸς κανονισμὸς καὶ μία ὠργανωμένη ὑπηρεσία ἐμβολιασμῶν θὰ ἐφαρμοσθοῦν εἰς ὅλας τὰς Κοινότητας.

Ἓν σύστημα παρακολουθήσεως τῶν παιδιῶν κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ἀναπτύξεώς των, διὰ τοῦ δελτίου ὑγείας καθὼς ἐπίσης καὶ σύνδεσις (συνεργασία) μεταξὺ τῶν διαφόρων ὑπηρεσιῶν θὰ τεθοῦν εἰς ἐφαρμογήν.

Ὁ συντονισμὸς θὰ λάβῃ τὴν μορφὴν μιᾶς ἱεραρχικῆς κατατάξεως ὅσον ἀφορᾷ τὴν νοσοκομειακὴν διάρθρωσιν ἔνθα τὸ Νοσοκομεῖον τῆς ἕδρας τῆς Περιφερείας (Λαρίσης μετὰ τὴν συμπλήρωσίν του συμφώνως πρὸς τοὺς ὅρους τοὺς ὑποδεικνυομένους κατωτέρω ἐν τῷ ἐδ. 1.2.3.) θὰ τεθῇ εἰς τὴν σειρὰν τοῦ Περιφερειακοῦ Νοσοκομειακοῦ Κέντρου, εἰς τὸ ὁποῖον θὰ προσαρτηθῶσι τὰ νοσοκομεῖα τῶν ἄλλων νομῶν καὶ οἱ ὑγειονομικοὶ σταθμοί. Ὅσον ἀφορᾷ τὴν διάρθρωσιν τῶν ὑγειονομικῶν σταθμῶν καὶ τῶν κοινοτικῶν καὶ ἀγροτικῶν ἰατρείων θὰ μελετηθῇ καὶ τεθῇ εἰς δοκιμὴν ἓν σύστημα περισσότερον ἐλαστικὸν καλύτερον προσαρμοζόμενον εἰς τὰς διακυμάνσεις τῶν τοπικῶν συνθηκῶν, τῶν πάντων παραμενόντων ἐντὸς τοῦ γενικοῦ πλαισίου τοῦ νόμου τοῦ 1955. Τὸ σύστημα τοῦτο θὰ δύναται νὰ συμπεριλάβῃ μίαν διάφορον κατανομὴν τῶν ἰατρῶν καὶ τοῦ παραϊατρικοῦ προσωπικοῦ ἐνίοτε δὲ καὶ αὐτῶν τούτων τῶν ὁμάδων, ὑπολογιζομένων πάντοτε τῶν μέσων μετακινήσεως ἅτινα θὰ ἠδύναντο νὰ εἶναι εἰς τὴν διάθεσιν αὐτῶν.

Προσπάθεια δέον νὰ καταβληθῇ διὰ νὰ συμπεριληφθοῦν οἱ ἐξασκοῦντες ἐλευθέρως ἰατροὶ ὡς καὶ αἱ ἰδιωτικαὶ κλινικαὶ εἰς ἓν γενικὸν σύστημα καλῶς συντονισμένον προστασίας τῆς δημοσίας ὑγείας εἰς τὸ ὁποῖον οὗτοι θὰ ἐδέχοντο νὰ συμμετάσχουν.

Ὁ Δ)ντὴς τῆς Ζώνης Ἐνεργειῶν (Π.Υ.Μ.) θὰ διοργανώσῃ τακτικὰς συγκεντρώσεις ὁλοκλήρου τοῦ προσωπικοῦ τοῦ συνεργαζομένου μὲ τὴν Ζώνην Ἐνεργειῶν. Θὰ εἶναι χρήσιμον ἐξ ἴσου, ὅπως ἐκδίδεται καὶ διανέμεται κατὰ περιόδους, ἓν δελτίον πληροφοριῶν.

1.2.2. Ὁ ρόλος τῶν κινητῶν Μονάδων.

Ἡ ἔρευνα ἑνὸς ὅσον τὸ δυνατὸν περισσότερον τελείου συντονισμοῦ, θὰ ἐφαρμοσθῇ ὅλως ἰδιαιτέρως εἰς τὴν ἐργασίαν τῶν κινητῶν μονάδων τοῦ Π.Ι.Κ.Π.Α. τόσον τῶν ἤδη ἐν δράσει εἰς τὴν Ζώνην Ἐνεργειῶν τῆς Θεσσαλίας ὅσον καὶ ἐκείνων αἵτινες θὰ ἐδημιουργοῦντο ἐνδεχομένως εἰς τὰς νέας Ζώνας ἐπεκτάσεως τῆς Ἠπείρου καὶ Δυτικῆς Ἑλλάδος.

Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον αἱ κάτωθι γενικαὶ ἀρχαὶ δέον νὰ τηρηθῶσι :

α) Εἰς τὴν πειραματικὴν Ζώνην Θεσσαλίας, ἥτις κατὰ σειρὰν προτεραιότητος ἐν τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ, δέον νὰ εἶναι πλήρως ἐξωπλισμένη μὲ στατικὰ (μόνιμα) ἰατρεῖα ὡς ταῦτα, ἀναφέρονται κατωτέρω ἐδ. 1. 5, θὰ ἐπιδοθῇ τις εἰς μίαν πραγματικὴν ἀναπροσαρμογὴν τῶν ἤδη ὑφισταμένων ὑπευθυνοτήτων (προγραμμάτων) τῶν Κινητῶν Μονάδων. Ἡ ἀναπροσαρμογὴ αὕτη θὰ τὰς προσανατολίσῃ, ἀναλόγως τῶν περιπτώσεων καὶ μετὰ βαθεῖαν μελέτην κάθε νέας προτάσεως, πρὸς τὴν μίαν ἢ τὴν ἄλλην τῶν κάτωθι δράσεων : (δημιουργιῶν) (προγραμμάτων). Εἰδικὰ παιδιατρικὰ ἰατρεῖα τιθέμενα περιοδικῶς εἰς τὴν διάθεσιν ἑνὸς καθωρισμένου γεωγραφικοῦ τομέως, διὰ τὴν ἐξέτασιν δυσκόλων περιπτώσεων οὐχὶ ὀξείας μορφῆς, ὡς ἐπὶ παραδείγματι κληρονομικαὶ παραμορφώσεις, διαταραχαὶ θρέψεως καὶ ἀναπτύξεως, χρόνιαι παθήσεις, ἀνεύρεσις καὶ προσανατολισμὸς ἀναπήρων κλπ.

Εἰδικὰ ἰατρεῖα παιδικῆς ψυχικῆς ὑγιεινῆς βασιζόμενα εἰς μία μονάδα κινητῶν παιδοψυχιάτρων, ψυχολόγων καὶ ἐνδεχομένως μετεκπαιδευτῶν. Ὑγειονομικὴ καὶ κοινωνικὴ προστασία τῶν παιδίων τῶν εὑρισκομένων ἐκτὸς τῆς ἑστίας τῶν γονέων των.

Ἰατρεῖα σχολικῆς ὑγιεινῆς διὰ τὰς κατεσπαρμένας καὶ ἀπομεμονωμένας ἀγροτικὰς Κοινότητας.

Ἰατρεῖα ὀδοντολογικῆς ὑγιεινῆς.

Συμμετοχὴ εἰς εἰδικὰ προγράμματα (π.χ. ἀντιφυματικὸς ἀγὼν) ἅτινα θὰ ἠδύναντο ν' ἀποτελέσουν τὸ ἀντικείμενον εἰδικῶν προγραμμάτων.

Μελέται καὶ ἔρευναι ἐπιδημιολογικαὶ ὑπὸ τὴν πλέον εὐρεῖαν αὐτῶν ἔννοιαν, ἀνάλογοι ἐκείνων αἵτινες ἀνελήφθησαν ἤδη (π.χ. βρογχοκήλη, ἑλμινθίασις).

Αἱ ποικίλαι αὗται δραστηριότητες τῶν ὁποίων ὁ κατάλογος δὲν εἶναι προφανῶς περιωρισμένος θὰ ἠδύναντο νὰ συνδιασθοῦν μὲ τὸ ἡμερολόγιον ἐργασίας ἑνὸς καὶ τοῦ αὐτοῦ συνεργείου. Εὐθὺς ὡς ἡ ἐγκατάστασις εἰς τὴν πειραματικὴν Ζώνην ἑνὸς στατικοῦ ἰατρείου, καὶ ὁ ἐξοπλισμὸς διὰ τοῦ εἰς αὐτὸ ἀνήκοντος ἀντιστοίχου προσωπικοῦ, τὸ ἐπιτρέψῃ, τὰ κινητὰ συνεργεῖα τῆς Θεσσαλίας θὰ ἀποσυρθοῦν προοδευτικῶς διὰ νὰ χρησιμοποιηθοῦν εἰς ἄλλας περιφερείας τῆς Ἑλλάδος.

β) Ὅσον ἀφορᾷ τὴν Ζώνην ἐπεκτάσεως τῆς Ἠπείρου αἱ νέαι κινηταὶ μονάδες θὰ ἠδύναντο εἴτε νὰ παίζουν ἕνα ἐκ τῶν ὡς ἄνω δύο ὁριζομένων ρόλων βάσει τῆς κτηθείσης πείρας ἐν τῇ Ζώνῃ Ἐνεργειῶν Θεσσαλίας, εἴτε διαρκούσης μιᾶς μεταβατικῆς περιόδου νὰ συμπληρώσουν τὴν πραγματικὴν ἀνεπάρκειαν τῶν στατικῶν (μονίμων) ἰατρείων (Ὑγειονομικῶν Κέντρων). Εἰς τὴν τελευταίαν ταύτην περίπτωσιν, ἡ κινητὴ μονὰς δὲν θὰ ἠδύνατο νὰ θεωρηθῇ μόνον ὡς στοιχεῖον ἐξυπηρετήσεως τῆς προστασίας μητρότητος καὶ παιδιοῦ, ἀλλὰ ὡς ἓν πραγματικὸν πολυϊατρεῖον, ὅπερ θὰ ἐξησφάλιζε τὴν πλήρη ὑγιεινὴν προστασίαν (θεραπευτικήν, προληπτικὴν παιδαγωγικὴν καὶ διαφωτιστικὴν) τοῦ συνόλου τοῦ πληθυσμοῦ τῶν ἐπισκεπτομένων χωρίων.

γ) Οἱοσδήποτε καὶ ἂν εἶναι ὁ προσανατολισμὸς των (εἰδικευμένη ὑπηρεσία, ἢ πολυϊατρεῖον) αἱ κινηταὶ μονάδες, καθὼς ἄλλως τε καὶ τὰ μόνιμα στατικὰ ἰατρεῖα προστασίας μητρότητος καὶ παίδων τοῦ Π.Ι.Κ.Π.Α. θὰ ὑποχρεωθοῦν εἰς μίαν ἄμεσον καὶ ἐνεργὸν πρακτικὴν ὑγειονομικὴν διαφώτισιν μὲ ὅλα τὰ μέσα τὰ ὁποῖα θὰ τεθοῦν εἰς τὴν διάθεσίν των καὶ μετὰ τὴν κατάρτισιν τοῦ προσωπικοῦ των εἰς ὅλας τὰς νεωτέρας τεχνικὰς μεθόδους.

δ) Ὅσον ἀφορᾷ τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ προγράμματος τούτου τὰ μόνιμα συμβουλευτικὰ κέντρα καὶ αἱ κινηταὶ μονάδες τοῦ Π.Ι.Κ.Π.Α. θὰ τίθενται ἀπὸ ἀπόψεως τεχνικῆς ὑπὸ τὴν δικαιοδοσίαν ἑκάστου τῶν Νομιάτρων, οἵτινες καὶ θὰ διαθέτωσι ταύτας εἰς τοὺς ἀντιστοίχους τομεῖς των ἀναλόγως τῶν εἰδικῶν περιστάσεων αἵτινες θὰ ὑφίστανται: θὰ καθορισθῇ λ.χ. σαφῶς ὅτι εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν ἡ μαῖα δὲν θὰ ἠδύνατο νὰ ἐξασφαλίσῃ τὴν ἀπαιτουμένην φροντίδα πρὸ τοῦ τοκετοῦ κατὰ τὸν τοκετὸν καὶ μετὰ τοῦτον, θὰ συντονισθῇ μία στενὴ καὶ ἀποτελεσματικὴ συνεργασία μεταξὺ τῶν μαιῶν καὶ ἐπισκεπτριῶν νοσοκόμων-ἀδελφῶν τῆς ὀργανώσεως ΠΙΚΠΑ καὶ τῶν συναδέλφων των τῶν ὑγειονομικῶν σταθμῶν καὶ τῶν κοινοτικῶν ἀγροτικῶν ἰατρείων.

ε) Ὅσον ἀφορᾷ τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ προγράμματος τούτου, θὰ ληφθῇ ἡ δέουσα μέριμνα διὰ μίαν σταδικὴν καὶ κατόπιν μελέτης ἑκάστης εἰδικῆς περιπτώσεως ἐξίσωσιν τῶν ἀποδοχῶν πάσης φύσεως μεταξὺ τοῦ ἀντιστοίχου προσωπικοῦ τοῦ Π.Ι.Κ.Π.Α. καὶ τοῦ Ὑπουργείου Κοιν. Προνοίας.

ζ) Τέλος ὅλαι αἱ καταστάσεις καὶ ἅπασαι αἱ εἰδικαὶ περιπτώσεις αἱ σχετικαὶ μὲ τὴν κατάργησιν ἢ τὴν ἀναπροσαρμογὴν τῶν κινητῶν μονάδων εἰς τὰς διαφόρους περιοχάς, θὰ ἀποτελέσουν τὸ ἀντικείμενον περιοδικῆς ἐκτιμήσεως καὶ λήψεως ἀποφάσεων τοῦ Δ)ντοῦ τῆς Ζώνης Ἐνεργειῶν (Π.Υ.Μ.) μετὰ γνωμοδότησιν τῆς περιφερειακῆς Ἐπιτροπῆς Συντονισμοῦ.

1.2.3. Νέαι ὑπηρεσίαι : Ἐπὶ πλέον τῶν ἀρχικῶν δραστηριοτήτων τῶν ὑποδεικνυομένων ἀνωτέρω διὰ τὰς κινητὰς μονάδας αἱ κάτωθι ἀναφερόμεναι νέαι ὑπηρεσίαι θὰ δημιουργηθοῦν εἰς τὴν Ζώνην Ἐνεργειῶν (Π.Υ.Μ.).

α) Περιφερειακὸν Μικροβιολογικὸν Ἐργαστήριον τῆς Δημοσίας Ὑγείας.

Τὸ ἐργαστήριον τοῦτο θὰ ἐγκατασταθῇ εἰς Λάρισαν, εἰς χωριστὸν χῶρον ἀπὸ τὸ Ἐργαστήριν τοῦ Νοσοκομείου.

Τὸ ἐν λόγῳ Ἐργαστήριον θὰ ἐπιφορτισθῇ μὲ τὸν ἔλεγχον τοῦ ὕδατος τοῦ γάλακτος καὶ τῶν τροφίμων ἀφ' ἑνὸς καὶ τῶν ἐπιδημιολογικῶν ἐξετάσεων ἀφ' ἑτέρου, θὰ συμμετάσχῃ δὲ τοῦτο εἰς μελέτας καὶ ἐρεύνας καθ' ὅλην τὴν ἔκτασιν τῆς Ζώνης Ἐνεργειῶν (Π.Υ.Μ.).

Τὸ προσωπικόν του θὰ περιλαμβάνῃ ἕνα ἰατρὸν-μικροβιολόγον διευθυντήν, ὡς ἀνεφέρθη εἰς τὰ ἀνωτέρω τὴν παρ. 1.1.2.(β) ἕνα τεχνικὸν ἐργαστηρίου ὡς καὶ βοηθητικὸν προσωπικὸν καὶ τὸ διὰ τὰς γενικὰς ὑπηρεσίας ἀναγκαιοῦν τοιοῦτον.

β. Ἐνίσχυσις τῶν νοσοκομειακῶν ὑπηρεσιῶν.

Ἡ παιδιατρικὴ ὑπηρεσία τοῦ Νοσοκομείου Λαρίσης θὰ συμπληρωθῇ καὶ θὰ συμπεριλάβῃ μίαν ὑπηρεσίαν περιθάλψεως τῶν προώρων καθ' ὅλην τὴν ἔκτασιν τῆς Ζώνης Ἐνεργειῶν, θὰ λειτουργήσῃ ὑπὸ τὴν ἐπίβλεψιν ἑνὸς παιδιάτρου μὲ τὸ ἀπαιτούμενον εἰδικευμένον προσωπικόν. Τὸ ἐργαστήριον τοῦ Νοσοκομείου Λαρίσης θὰ ἐνισχυθῇ καθὼς ἐπίσης καὶ αἱ ὑπηρεσίαι ἀκτινολογίας. Μεταγενεστέρως θ' ἀντιμετωπισθῇ ἡ δημιουργία νοσοκομειακῶν ὑπηρεσιῶν διὰ τὰς χρονίας ἀσθενείας καὶ τὴν γηριατρικήν.

Αἱ διάφοροι αὗται ἐξελίξεις θὰ τείνουν εἰς τὴν προώθησιν τοῦ Νοσοκομείου Λαρίσης εἰς τὸν βαθμὸν Περιφερειακοῦ Νοσοκομειακοῦ Κέντρου. Ὡρισμέναι ὑπηρεσίαι τῶν Νοσοκομείων τῶν Νομῶν τῆς περιφερείας θὰ ἐνισχυθοῦν ὡσαύτως (παιδιατρικὴ-Μικροβιολογικὰ ἐργαστήρια). Ἐν συναρτήσει πρὸς τὸ περιφερειακὸν μικροβιολογικὸν ἐργαστήριον Δημοσίας Ὑγείας καὶ τῶν διαφόρων νοσοκομειακῶν ὑπηρεσιῶν οἱ ἀκόλουθοι τομεῖς δράσεως τῆς Ζώνης Ἐνεργειῶν (Π.Υ.Μ.) θὰ ἱδρυθοῦν καὶ θὰ λειτουργήσωσιν ὑπὸ τὴν δικαιοδοσίαν Προϊσταμένων Ὑπηρεσιῶν ἢ Συμβούλων τῶν κατονομαζομένων ἀνωτέρω εἰς τὴν παρ. 1.1.2. (β).

— Ὑγειονομικὴ στατιστική
— ἐπιδημιολογία
— ἐξυγίανσις τοῦ περιβάλλοντος
— ἀντιφυματικὸς ἀγών
— ψυχικὴ ὑγιεινή
— μητρότης καὶ παιδικὴ προστασία
— χρόνιοι καὶ νόσοι φθορᾶς
— νοσοκομειακὴ περίθαλψις
— ὑγειονομικὴ διαφώτισις

1.3. Ἐκπαίδευσις Προσωπικοῦ

Αἱ ὑφιστάμεναι ἢ δημιουργηθησόμεναι ὑπηρεσίαι ἰατροφαρμακευτικῆς περιθάλψεως, προληπτικῆς (ἰατρικῆς) καὶ ὑγειονομικῆς διαφωτίσεως τῆς Ζώνης ἐνεργειῶν, θὰ χρησιμοποιηθοῦν διὰ τὴν πρακτικὴν κατάρτισιν εἰς θέματα τῆς δημοσίας ὑγείας τοῦ προσωπικοῦ. Ἡ ἐκπαίδευσις αὕτη θὰ ἐνδιαφέρῃ, κατὰ σειρὰν προτεραιότητος τὸ προσωπικὸν τῆς Ζώνης ἐνεργειῶν (Θεσσαλίας) καὶ θὰ ἐπεκταθῇ προοδευτικῶς εἰς τὸ προσωπικὸν τῶν ἄλλων περιφερειῶν. Θὰ ἀφορᾷ δὲ τοὺς ἰατροὺς τῶν ὑγειονομικῶν σταθμῶν, τῶν ἀγροτικῶν ἢ κοινοτικῶν ἰατρείων, τῶν Κέντρων προστασίας τῆς μητρότητος καὶ παιδιοῦ (Π.Ι.Κ.Π.Α.) τοὺς σχολιάτρους, τὰς ἀδελφὰς τῆς δημοσίας ὑγείας (διπλωματούχους ἀδελφὰς καὶ ἀδελφὰς μονοετοῦς φοιτήσεως) τὰς βοηθοὺς τῆς ὑπαίθρου, τοὺς ἐπιθεωρητὰς καὶ ὑγειονομικοὺς ἐπόπτας, καὶ τέλος εἰς τὰς κατηγορίας ἑτέρου προσωπικοῦ ὡς τοῦ ἰατρικοῦ καὶ παραϊατρικοῦ τοιούτου ἐπὶ παραδείγματι τοὺς τοπικοὺς ὑπευθύνους τῆς Ζώνης Ἐπιδείξεως καὶ ἀναπτύξεως τῆς Ἠπείρου (ΟΕΟΕ καὶ ΟΥΝΕΣΚΟ). Ἡ ἐκπαίδευσις, οὐσιαστικῶς πρακτική, θὰ συμπεριλάβῃ ἀφ' ἑνὸς μὲν βασικὴν κατάρτισιν εἰς τὴν δημοσίαν ὑγείαν, ἀφ' ἑτέρου δὲ σειρὰν μαθημάτων περιοδικῆς μετεκπαιδεύσεως. Ἡ βασικὴ διδασκαλία τῆς δημοσίας ὑγείας θὰ ἐπιλαμβάνηται τῆς προοδευτικῆς προωθήσεως 20—25 ἀσκουμένων οἰκούντων εἰς τὸ Κέντρον Φαρσάλων, διὰ χρονικὴν περίοδον ἑνὸς μηνὸς ἐπὶ ἐννέα μῆνας ἑκάστου ἔτους, ἤτοι περὶ 200 ἀσκουμένους ἐτησίως περίπου. Ἡ διδασκαλία θὰ τελῇ ὑπὸ τὴν εὐθύνην τοῦ Δ)ντοῦ τῆς Ζώνης ἐνεργειῶν (Π.Υ.Μ.) καὶ τοῦ βοηθοῦ αὐτοῦ, καὶ τοῦ Διευθυντοῦ σπουδῶν, ἐπιφορτισμένου μὲ τὴν λεπτομερῆ κατάρτισιν τῶν προγραμμάτων.

Τὸ προσωπικὸν πλήρους ἢ μερικῆς ἀπασχολήσεως τῆς Ζώνης ἐνεργειῶν (Π.Υ.Μ.) θὰ συνεργασθῇ εἰς τὸν τομέα τοῦτον τῆς δράσεως συνεπικουρούμενον παρὰ τῶν εἰδικῶν τῆς Ὑγειονομικῆς Σχολῆς Ἀθηνῶν καὶ τῶν Πανεπιστημίων Ἀθηνῶν καὶ Θεσσαλονίκης. Ἡ διδασκαλία θὰ προβλέπῃ ὡσαύτως ἕνα κατώτατον ἀριθμὸν διαλέξεων (συσκέψεων) ὡς καὶ ἕνα ἀνώτατον ἀριθμὸν θεμάτων συζητήσεως, πρακτικῶν ἀσκήσεων καὶ ἐργασιῶν ἐπὶ τόπου. Εἰς τοὺς ἀσκουμένους θὰ χορηγῆται πιστοποιητικὸν φοιτήσεως εἰς τὸ τέλος ἑκάστης ἀσκήσεως.

Ἐπὶ πλέον τῆς ὡς ἄνω ὑποδεικνυομένης συντόμου ἐκπαιδεύσεως, δέον νὰ προβλεφθῇ ἡ δημιουργία μιᾶς συστηματικῆς ἐκπαιδεύσεως ἀποβλέπουσα κυρίως εἰς τὰς βοηθοὺς τῆς ὑπαίθρου (πρακτικὰς νοσοκόμους).

1.4. Μελέται καὶ ἔρευναι

Τὰ μέσα τῆς Ζώνης ἐνεργειῶν θὰ ἀξιοποιοῦνται συστηματικῶς κατὰ πᾶσαν ἐνέργειαν μελετῶν καὶ ἐρευνῶν, ἅτις ἤθελεν ἀποφασισθῇ παρὰ τῆς Τεχνικῆς καὶ Ἐπιστημονικῆς Ὑποεπιτροπῆς. Τὸ προσωπικὸν τῆς Ζώνης ἐνεργειῶν θὰ συμμετέχῃ εἰς τὰς ἐργασίας, αὐτάς, καθὼς ἐπίσης, ἐν ἀνάγκῃ καὶ οἱ παρακολουθοῦντες τὰ μαθήματα πρακτικῆς ἐκπαιδεύσεως.

Αἱ μελέται καὶ ἔρευναι θὰ περιληφθοῦν εἰς τρεῖς τομεῖς· Τὸν ὑγειονομικόν, τὸν διοικητικὸν-ἐκτελεστικὸν καὶ τὸν τῆς ἀξιοποίησεως. Τὰ ἀποτελέσματα τῶν μελετῶν καὶ ἐρευνῶν θὰ ἀναφέρωνται εἰς ἐκθέσεις καὶ δημοσιεύσεις αἵτινες θὰ τυγχάνουν μιᾶς ἐνδεδειγμένης διαδόσεως ἅτις ἤθελε κριθῇ χρήσιμος.

2. Ὠφελούμενοι : ὁ ἀριθμὸς τῶν ὠφελουμένων θὰ περιλαμβάνῃ κατὰ τὸ μᾶλλον ἢ ἧττον ἐντὸς τῆς πρώτης φάσεως τοῦ προγράμματος τὸν πληθυσμὸν τῆς περιοχῆς τῆς Θεσσαλίας τοῦ ὁποίου ὁ ἀριθμός, ὡς καὶ ἡ ἀναλογία μητέρων καὶ παιδιῶν, ἀναφέρεται εἰς τὸ ὡς ἄνω ἄρθρον (2).

Ὁ ἀριθμὸς τῶν ὠφελουμένων εἰς τὰς ἀκολούθους φάσεις θὰ δηλοῦται μεταγενεστέρως.

3. ΧΡΟΝΟΛΟΓΙΚΗ ΚΛΙΜΑΞ ΔΙΑΦΟΡΩΝ ΕΝΕΡΓΕΙΩΝ

Τὰ δεσμευόμενα διὰ τοῦ παρόντος σχεδίου μέρη, κατὰ τὸ μέτρον τοῦ δυνατοῦ, ὑποχρεοῦνται νὰ ἐκπληρώνουν τὰς ἀντιστοίχους ὑποχρεώσεις των, συμμορφούμενα κατὰ τὸν κατωτέρω χρονολογικὸν πίνακα.

1959 : Προετοιμασία τῆς Ζώνης ἐνεργειῶν, σύστασις τῶν ὡς ἄνω προβλεπομένων ἐπιτροπῶν 1.1.2. ἐκλογὴ καὶ διορισμὸς τοῦ διευθύνοντος προσωπικοῦ, ἐκπαίδευσις τοῦ προσωπικοῦ τούτου χάρις εἰς ὑποτροφίας τῆς Π.Ο.Υ. μελέτη τῶν διαφόρων σημείων τοῦ προγράμματος παρ' Ἑλλήνων εἰδικῶν τῇ βοηθείᾳ συμβούλων ὑποδεικνυομένων παρὰ τῆς Π.Ο.Υ.

1960 : Πρώτη προμήθεια τοῦ ὑλικοῦ καὶ τοῦ ἐξοπλισμοῦ ὑπὸ τῆς ΟΥΝΙΣΕΦ. Ἐξοπλισμός, διορισμὸς συμπληρωματικοῦ προσωπικοῦ καὶ ἔναρξις τοῦ πρακτικοῦ καταρτισμοῦ κατὰ πρωτεραιότητα ἀρχῆς γενομένης ἀπὸ τοῦ Νομοῦ Λαρίσης, ἐν συνεχείᾳ δὲ διὰ τοὺς ἑτέρους τρεῖς Νομοὺς τῆς Ζώνης ἐνεργειῶν (Θεσσαλίας). Ἐφαρμογὴ τοῦ προγράμματος εἰς τὴν Ζώνην ἐπιδείξεως τοῦ Ο.Ε.Ο.Ε. εἰς τὴν Ἤπειρον, (Κόνιτσα, Ζαγόρια, Παρακάλαμος).

Ἐγκατάστασις νέων κινητῶν μονάδων εἰς τοὺς νομοὺς Θεσπρωτίας Ἰωαννίνων καὶ Αἰτωλ)νίας.

1961 : Καὶ ἐφεξῆς :

Ἐπέκτασις τοῦ προγράμματος εἰς τὴν ὑπόλοιπον Ζώνην τὴν πραγματευομένην ἐν τῷ παρόντι σχεδίῳ ὑπὸ τὰς κατωτέρω ὁριζομένας συνθήκας.

4. Ἀξιοποίησις : Ἡ Κυβέρνησις καὶ ἡ Π.Ο.Υ. ἀπὸ κοινοῦ θὰ ἐγγυηθοῦν τὴν ὑποχρέωσιν τῆς ἀξιοποιήσεως τοῦ παρόντος σχεδίου κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς πραγματοποιήσεώς του. Ἡ Κυβέρνησις θὰ ἐπιζητήσῃ τὴν ἀξιοποίησιν (τοῦ ἔργου) μετὰ τὴν περίοδον τῆς διεθνοῦς συνεργασίας.

Τὸ σχέδιον ἐνεργειῶν καὶ ὅλα τὰ λεπτομερῆ μέτρα, τὰ ἀποσκοποῦντα εἰς τὴν ἐφαρμογήν του, θὰ ἐπανεξετασθοῦν καὶ θὰ τροποποιηθοῦν τῇ ἀμοιβαίᾳ συγκαταθέσει ὁσάκις τοῦτο θὰ θεωρῆται ἀναγκαῖον νὰ γίνηται κατόπιν ἐκτελέσεως τοῦ σχεδίου (προγράμματος).

Ἄρθρον 6.

Διοίκησις καὶ κατανομὴ εὐθυνῶν.

1. Τὸ σχέδιον θὰ ἐκτελεσθῇ ὑπ' εὐθύνει τῆς Κυβερνήσεως μὲ τὰς τεχνικὰς συμβουλὰς τῆς Π.Ο.Υ. καὶ τὴν ὑλικὴν βοήθειαν τῆς ΟΥΝΙΣΕΦ.

2. Ἡ Π.Ο.Υ. θὰ ἀντιπροσωπεύεται ὑπὸ τοῦ περιφερειακοῦ γραφείου τῆς Εὐρώπης κατὰ τὴν ἐκτέλεσιν ὅλων τῶν ὑπηρεσιῶν, ἐνεργειῶν, δικαιωμάτων καὶ ὑποχρεώσεων τῶν ἀπορρεουσῶν δι' αὐτὴν ἐκ τοῦ παρόντος σχεδίου, τὸ προοριζόμενον διὰ τὸ σχέδιον ὑπὸ τῆς Π.Ο.Υ. θὰ εἶναι δὲ ὑπεύθυνον πρὸς τὴν Π.Ο.Υ. καὶ θὰ ἐνεργῇ ὑπὸ τὸν ἔλεγχον καὶ τὴν διεύθυνσίν της μέσῳ τοῦ ἀντιπροσώπου τοῦ περιφερειακοῦ γραφείου. Δι' ἅπαντα τὰ θέματα τὰ ἀφορῶντα τὴν παροχὴν τῆς τεχνικῆς βοηθείας ἐν τῇ ἐκτελέσει τοῦ παρόντος σχεδίου δράσεως, ἡ Π.Ο.Υ. μέσῳ τοῦ ἀντιπροσώπου τοῦ περιφερειακοῦ γραφείου της θὰ διαπραγματευθῇ μετὰ τοῦ Ὑπουργείου Κοιν. Προνοίας.

Ἄρθρον 7.

Ὑποχρεώσεις Π.Ο.Υ.

Ἡ Π.Ο.Υ. ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν νὰ προβῇ εἰς τὴν ἐπιχορήγησιν διὰ τὴν ἐκτέλεσιν τοῦ διευρυνομένου προγράμματος τῆς τεχνικῆς βοηθείας, ἐν ὄψει τῆς οἰκονομικῆς ἀναπτύξεως καὶ μὲ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς οἰκονομικῆς δ.αθέσεως τῶν κατωτέρω.

1959 : Ἕνα σύμβουλον διὰ τὴν διοίκησιν τῆς δημοσίας ὑγείας 2 μῆνες.

— ἕνα σύμβουλον νοσοκομειακῶν φροντίδων (1) ἕνα μῆνα.

— ὑποτροφίαι σπουδῶν : 12 μῆνες.

1960 : Σύμβουλοι 6 μῆνες (λεπτομέρειαι δίδονται περαιτέρω)

— ὑποτροφίαι σπουδῶν : 4 μῆνες.

1961 : Σύμβουλοι : 6 μῆνες (λεπτομέρειαι δίδονται περαιτέρω)

— ὑποτροφίαι σπουδῶν 6 μῆνες.

Ἔτη μεταγενέστερα : Θὰ καθορισθοῦν μεταγενεστέρως.

Ἄρθρον 8.

Ὑποχρεώσεις τῆς ΟΥΝΙΣΕΦ

1. Ἡ ΟΥΝΙΣΕΦ ὑποχρεοῦται νὰ ἀποστείλῃ ὑλικὸν ἀξίας 75.000 δολ. περίπου καὶ νὰ προβῇ εἰς τὰς κάτωθι ἐπιχορηγήσεις.

α) Βασικὸς ἐφοδιασμὸς ὑλικοῦ διὰ τὴν προστασίαν μητρότητος καὶ παιδιοῦ. Διὰ (5) πέντε ὑγειονομικοὺς σταθμοὺς καὶ 80 ἀγροτικὰ καὶ Κοινοτικὰ ἰατρεῖα, διὰ τὰς παιδιατρικὰς καὶ μαιευτικὰς ὑπηρεσίας τοῦ περιφερειακοῦ νοσοκομείου Λαρίσης. Ἐξοπλισμός, φορητοῦ ὀδοντιατρείου.

β) Ἐξοπλισμὸς ἐργαστηρίου.

Διὰ τὸ περιφερειακὸν ἐργαστήριον Δημοσίας Ὑγείας Λαρίσης. Συμπληρωματικὸς ἐξοπλισμὸς διὰ τὰ τέσσαρα Νοσοκομεῖα τοῦ Νομοῦ.

γ) Μηχανήματα διδασκαλίας καὶ πληροφοριῶν.

Διὰ τὸ Κέντρον Φαρσάλων καὶ τὴν περιφερειακὴν ἕδραν Θεσσαλίας διὰ τὴν ὑγειονομικὴν διαφώτισιν πληθυσμοῦ.

δ) Μεταφορικὰ μέσα.

4 ὀχήματα διὰ τὴν ἐπιθεώρησιν τῆς ζώνης ἐνεργειῶν
5 » » 5 ὑγειονομικοὺς σταθμούς
4 » » 4 συμπληρωματικὰς κινητὰς μονάδας
2 » » τὴν μεταφορὰν ἀσκουμένων

ε) Ἐπιδότησις σπουδῶν. Διὰ τὰ μαθήματα ἅτινα θὰ λαμβάνουσι χώραν εἰς τὸ Κέντρον Φαρσάλων-100 ἀσκούμενοι δι' ἕνα μῆνα ἕκαστος, καταβαλλομένων 50 δολ. κατὰ μῆνα.

2. Ἐννοεῖται ὅτι ἡ ΟΥΝΙΣΕΦ, θὰ δύναται νὰ προβαίνῃ εἰς συμπληρωματικὰς ἐπιχορηγήσεις ἐπὶ ὑποβληθεισῶν αἰτήσεων. Ἡ συνολικὴ συνεισφορὰ τῆς ΟΥΝΙΣΕΦ ὡς προβλέπεται θὰ ἀνέλθῃ εἰς 150.000 δολλάρια.

Ἄρθρον 9.

Ὑποχρεώσεις τῆς Κυβερνήσεως

1. Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τῶν ἄρθρων VII καὶ VIII ἡ Κυβέρνησις θὰ φροντίζῃ διὰ τὴν πλήρωσιν τῶν θέσεων καὶ προμήθειαν τῶν ὑλικῶν καὶ θὰ χορηγῇ τ' ἀπαιτούμενα χρήματα διὰ τὰς τοπικὰς δαπάνας, αἵτινες θὰ εἶναι ἀπαραίτητοι διὰ τὴν ἐκτέλεσιν τοῦ σχεδίου καὶ κυρίως :

α) Προσωπικόν : Ἡ Κυβέρνησις ὑποχρεοῦται νὰ προσλάβῃ ἅμα τῇ ἐνάρξει τοῦ σχεδίου τὸ συμπληρωματικὸν προσωπικὸν τὸ καθοριζόμενον ἀνωτέρω ἐν τῷ ἄρθρῳ V καὶ ἰδίᾳ ἐν ἐδαφ. 1.1.2. καὶ 1.2.3.

Ἐξ ἄλλου ὑποχρεοῦται κατὰ τὸ ἔτος 1959 καὶ 1960 ὅπως πληροῖ κατ' ἀπόλυτον προτεραιότητα διὰ καταλλήλου ἰατρικοῦ καὶ παραϊατρικοῦ προσωπικοῦ, τὰς κενὰς θέσεις αἱ ὁποῖαι εἶναι δυνατὸν νὰ ὑπάρξουν ἐντὸς τοῦ Νομοῦ Λαρίσης καὶ κατόπιν ἐντὸς τῶν ἄλλων νομῶν τῆς Θεσσαλίας.

Ὑπὸ τὰς αὐτὰς συνθήκας, αἱ κεναὶ θέσεις ἐντὸς τῆς ζώνης ἐπεκτάσεως τοῦ σχεδίου δέον ὅπως πληροῦνται βαθμηδὸν κατὰ τὰ ἑπόμενα ἔτη.

β) Χῶροι : Ἐντὸς τῆς πρωταρχικῆς τάσεως τοῦ σχεδίου ἡ Κυβέρνησις ὑποχρεοῦται νὰ πραγματοποιήσῃ τὰς προμηθείας ὑλικοῦ καὶ τὰς νέας ἐγκαταστάσεις ὥστε νὰ ἐξασφαλίζουν τὴν ἄνετον διάταξιν τῶν χώρων τῶν καθοριζομένων ἐν τῷ ἄρθρῳ V καὶ ἰδίᾳ ἐν ἐδαφίῳ 1.1.2. (γ) καὶ 1.2.3. (ἐντὸς τῆς χώρας).

γ) Προσέλευσις ὑποτρόφων πρὸς ἐκπαίδευσιν : Ἡ Κυβέρνησις ὑποχρεοῦται ὅπως καταβάλῃ τὰ ἔξοδα ταξειδίου τῶν ἀσκουμένων εἰς τὴν πρακτικὴν ἐφαρμογὴν τῶν ἀνωτέρω ἐμφαινομένων εἰς τὸ ἄρθρον V (1.3.)

2. Ἡ Κυβέρνησις θ' ἀναλάβῃ ἐπίσης :

α) Τὰ ἔξοδα ἐναποθηκεύσεως καὶ μεταφορᾶς ἐντὸς τοῦ Ἐσωτερικοῦ τῆς Χώρας τοῦ παντὸς εἴδους ὑλικοῦ καὶ ἐπίπλων τῆς ΟΥΝΙΣΕΦ.

β) Τὰς ἀπαραιτήτους τηλεφωνικάς, τηλεγραφικὰς καὶ ταχυδρομικὰς ἐπικοινωνίας.

γ) Τὰ ἔξοδα καυσίμων καὶ συντηρήσεως καὶ τὸ κόστος τῶν τεμαχίων ἀνταλλακτικῶν, μὲ τὴν ἐπιφύλαξιν ὅτι εἶναι δυνατὴ ἡ προμήθεια τούτων ἐντὸς τῆς Χώρας τῶν προμηθευθέντων παρὰ τῆς ΟΥΝΙΣΕΦ τροχοφόρων.

δ) Τὰς σχετικὰς δαπάνας διὰ τὰς προβλεπομένας εἰς τὸ πρόγραμμα δημοσιεύσεις.

ε) Τὰς προσθέτους δαπάνας αἵτινες θ' ἀπαιτηθῶσι διὰ τὴν καλὴν ἐκτέλεσιν τοῦ προγράμματος.

3. Ἡ Κυβέρνησις θὰ παρέχῃ εἰς τὸ Διεθνὲς προσωπικὸν τὸ ἀποστελλόμενον ὑπὸ τῆς Π.Ο.Υ.

α) Τὰ Γραφεῖα, τὰ ἐπιπλα ἐν γένει, τὸ ὑλικὸν γραφείων καὶ τὸ ἀναγκαῖον προσωπικὸν τῆς Γραμματείας.

β) Τὰ μεταφορικὰ μέσα πρὸς χρῆσιν καὶ μετακίνησιν τῶν Ὑπηρεσιῶν εἰς τὸ Ἐσωτερικὸν τῆς Χώρας, ἅτινα περιλαμβάνουν τὴν μεταφορὰν καὶ ἐπιστροφὴν ἀπὸ τοῦ τόπου διαμονῆς εἰς τὸν τόπον τῆς ἐργασίας.

γ) Ἐνίσχυσιν διὰ τὴν ἀπόκτησιν καταλλήλων οἰκημάτων διαμονῆς, διὰ τὴν περίοδον τῶν ἐπισήμων ἐργασιῶν ἐντὸς τῆς Χώρας.

δ) Πάσας τὰς ἄλλας διευκολύνσεις διὰ τὰς ὁποίας ἡ Κυβέρνησις καὶ αἱ συμβαλλόμεναι Ὀργανώσεις ἤθελον συμφωνήσει.

4) Ἐκθέσεις τῆς Κυβερνήσεως. Ἡ Κυβέρνησις θὰ γνωστοποιῇ πρὸς τὴν Π.Ο.Υ. καὶ ΟΥΝΙΣΕΦ, τὰς πραγματοποιηθείσας προόδους κατὰ τὴν ἐκτέλεσιν τοῦ Σχεδίου. Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον, αἱ ἀναγκαῖαι ἐκθέσεις θὰ

συντάσσωνται περιοδικῶς ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως, ἢ ἐξ ὀνόματός της καὶ θὰ ὑποβάλλωνται πρὸς τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη.

5) Δημοσιεύσεις. Ἡ Κυβέρνησις, ἡ Π.Ο.Υ. καὶ ΟΥΝΙΣΕΦ θὰ συμβουλεύωνται ὅσον ἀφορᾷ τὴν δημοσίευσιν τόσον ἐπὶ τοῦ Ἐθνικοῦ ὅσον καὶ τοῦ Διεθνοῦς σχεδίου, τὰ συμπεράσματα καὶ τὰς ἐκθέσεις αἱτινες συνετάχθησαν ἐπὶ τῇ εὐκαιρίᾳ τοῦ σχεδίου.

6) Συνέχισις τοῦ σχεδίου. Ἡ Κυβέρνησις ὑποχρεοῦται νὰ παρέχῃ πρώτην προτεραιότητα τοῦ σχεδίου τούτου, ἐν τῇ αἰτήσει συνολικῆς βοηθείας τὴν ὁποίαν θὰ ὑποβάλῃ ἐτησίως ἐν τῷ πλαισίῳ τοῦ εὐρέως προγράμματος τεχνικῆς βοηθείας, καὶ τοῦτο θὰ πράττῃ ἐπὶ τόσον χρόνον, ἐφ' ὅσον ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ παραμείνῃ ἐν ἰσχύϊ.

Ἐφ' ὅσον ἡ παρεχομένη βοήθεια ὑπὸ τῆς Π.Ο.Υ. καὶ ΟΥΝΙΣΕΦ, θὰ ἔχῃ τελειώσει, ἡ Κυβέρνησις θὰ συνεχίσῃ τὸ πρόγραμμα ἐντὸς τῶν ὁρίων τῶν διαθεσίμων μέσων.

7) Μέσα ἀξιοποιήσεως. Ἡ Κυβέρνησις θὰ θέσῃ εἰς τὴν διάθεσιν τῆς Π.Ο.Υ., τὰ σχετικὰ μέσα, δι' ὧν, θὰ προέλθῃ εἰς ἐκτίμησιν (τοῦ ἔργου) ἐφ' ὅσον τοῦτο θὰ εἶναι ἀναγκαῖον, συμπεριλαμβανομένης καὶ τῆς στατιστικῆς πληροφορίας καὶ ἄλλων, ὡς καὶ τῆς βοηθείας τῶν Στατιστικῶν Ὑπηρεσιῶν καὶ ἄλλων Κυβερνητικῶν Ὑπηρεσιῶν καὶ τὴν χρῆσιν τῶν ἐγκαταστάσεών των.

8) Δαπάναι τῆς Κυβερνήσεως. Αἱ δαπάναι τῆς Κυβερνήσεως διὰ τὴν πραγματοποίησιν τῶν εἰλημμένων ὑπ' αὐτῆς ὑποχρεώσεων ἐν τῷ πλαισίῳ τοῦ παρόντος σχεδίου θὰ ἐκτιμῶνται εἰς δραχ. εἴτε εἰς $ Η.Π.Α.

Ἡ Κυβέρνησις ὑποχρεοῦται ὅπως ἐγγράψῃ τὰς ἀναλόγους πιστώσεις εἰς τὸν προϋπολογισμόν της, καθ' ὅλην τὴν διάρκειαν τοῦ σχεδίου.

Ἡ Κυβέρνησις ὑποχρεοῦται ὅπως παρέχῃ πρὸς τὴν ΟΥΝΙΣΕΦ ἅμα τῇ λήξει ἑκάστης οἰκον. χρήσεως, ἐπὶ τῆς ὁποίας ἐκτείνεται ἡ περίοδος τῆς ἐκτελέσεως τοῦ προγράμματος, μίαν κατάστασιν δεόντως ἐπικυρωμένην ἀφορῶσαν τὰς δαπάνας διὰ τὴν ἐκτέλεσιν τοῦ σχεδίου.

Ἄρθρον 10.

Τελικαὶ διατάξεις.

1. Τὸ παρὸν σχέδιον ἐνεργειῶν θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ ἀπὸ τῆς ἡμέρας τῆς ὑπογραφῆς του παρὰ τῶν Μερῶν. Τοῦτο θὰ παραμείνῃ ἐν ἰσχύϊ μέχρι τῆς διακοπῆς τῆς Διεθνοῦς βοηθείας τῆς παρεχομένης ὑπὸ τῆς Π.Ο.Υ. καὶ ΟΥΝΙΣΕΦ, ἥτις θὰ περιλαμβάνῃ τὴν ἀναγκαιοῦσαν περίοδον διὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν σχετικῶν συζητήσεων διὰ τὴν ἐκκαθάρισιν τῆς βοηθείας ταύτης.

2. Τὸ παρὸν σχέδιον ἐνεργειῶν δύναται νὰ τροποποιηθῇ κατόπιν κοινῆς συμφωνίας μεταξὺ τῶν Μερῶν.

3. Ἐφ' ὅσον ἡ ἐκτέλεσις τοῦ σχεδίου θὰ ἔχῃ τελειώσει ἡ μεταβίβασις τοῦ ὑλικοῦ καὶ τῶν προβλεπομένων ἄλλων ἀντικειμένων, ἐν τοῖς ὅροις τοῦ ἄρθρου VIII τοῦ παρόντος σχεδίου ἐνεργειῶν καὶ τῶν ὁποίων τὴν κτῆσιν θὰ καθορίσῃ ἡ ΟΥΝΙΣΕΦ, θ' ἀποφασισθῇ διὰ μιᾶς κοινῆς συμφωνίας μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως καὶ τῆς ΟΥΝΙΣΕΦ συμφώνως τοῖς κανονισμοῖς καὶ ἀρχαῖς.

Εἰς πίστιν τῶν ἀνωτέρω, οἱ ὑπογεγραμμένοι ὧδε δεόντως ἐξουσιοδοτημένοι, ὑπέγραψαν τὸ παρὸν σχέδιον συνεργασίας. Τὸ παρὸν συνετάχθη Γαλλιστὶ εἰς ἓξαπλοῦν.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 25 Νοεμβρίου 1959

Α. ΣΤΡΑΤΟΣ
Ι. ΨΑΡΡΕΑΣ
ΗΛ. ΜΑΥΡΟΥΔΙΔΗΣ

Διὰ τὴν Ἑλληνικὴν Κυβέρνησιν
Ἐν Κοπενχάγῃ 20 Νοεμβρίου 1959 Σ. Χίσελβιν
Διὰ τὴν Παγκόσμιον Ὀργάνωσιν Ὑγείας
Ἐν Νεϊγύ-σύρ-Σαίν 25 Νοεμβρίου 1961
Διὰ τὸ Κεφάλαιον Ἡνωμ. Ἐθνῶν
Διὰ τὴν Παιδικὴν Ἡλικίαν

CHARLESEGGR
ΕΣΕΡΛΑΣ ΕΓΞΕΡ

Ἄρθρον 2.

Κυροῦνται ἀφ' ἧς ἐξεδόθησαν καὶ ἔχουσι πλήρη ἰσχὺν νόμου αἱ κάτωθι πράξεις τοῦ Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου.

Α'.

Πρᾶξις ὑπ' ἀριθμ. 91 τῆς 26 Μαΐου 1960 (Φ.Ε.Κ. 76]9-6-60) «περὶ συστάσεως θέσεων προσωπικοῦ διὰ τὰς ἀνάγκας τῆς Πειραματικῆς Ὑγειονομικῆς Μονάδος».

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Λαβὸν ὑπ' ὄψιν.

α) Τὴν ἀπὸ 25-11-1959 συμφωνίαν μεταξὺ τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως ἀφ' ἑνὸς καὶ τῆς Παγκοσμίου Ὀργανώσεως Ὑγείας καὶ UNICEF ἀφ' ἑτέρου «περὶ ἱδρύσεως Πειραματικῆς Ὑγειονομικῆς Μονάδος ἐν Ἑλλάδι (Πειραματικὴ Ζώνη Δημοσίας Ὑγείας ἐν Ἑλλάδι).

β) Σχετικὴν πρότασιν τοῦ ἐπὶ τῆς Κοιν. Προνοίας Ὑπουργοῦ.

γ) Τὰς διατάξεις τοῦ Ν. 5127]31, ἀποφασίζει:

1. Ἐγκρίνει τὴν σύστασιν τῶν κάτωθι θέσεων προσωπικοῦ διὰ τὰς ἀνάγκας τῆς ἀνωτέρω Πειραματικῆς Ὑγειονομικῆς Μονάδος (Π.Υ.Μ.) ἐπὶ συμβάσει σχέσεως ἐργασίας Ἰδιωτικοῦ Δικαίου.

α) Ἐπιστημονικὸν προσωπικόν.

Ἰατροὶ διαφόρων εἰδικοτήτων μέχρις ὀκτὼ (8) κατ' ἀνώτατον ὅριον, ἐπὶ ἀποδοχαῖς διοικητικῶν ὑπαλλήλων ἐπὶ βαθμοῖς 3ῳ ἢ 2ῳ.

β) Διοικητικὸν προσωπικόν.

Ὑπάλληλοι Β'. Κατηγορίας, Ἐπόπται Ἐξυγιάνσεως, Λογισταί, Γραφεῖς, Δακτυλογράφοι, ὁδηγοὶ αὐτοκινήτων, Τεχνικοὶ Ἐργαστηρίων μέχρι τοῦ ἀριθμοῦ εἴκοσι πέντε (25) καὶ ἐπὶ ἀποδοχαῖς διοικητικῶν ὑπαλλήλων ἐπὶ βαθμοῖς 10ῳ ἢ 9ῳ.

γ) Βοηθητικὸν Προσωπικὸν Γ'. Κατηγορίας.

Μάγειροι, τραπεζοκόμοι, βοηθοὶ μαγείρων, μέχρι τοῦ ἀριθμοῦ πέντε (5) καὶ ἐπὶ ἀποδοχαῖς διοικητικῶν ὑπαλλήλων ἐπὶ βαθμοῖς 10ῳ ἕως 7ῳ διὰ τοὺς μαγείρους καὶ ἐπὶ βαθμοῖς 11ῳ ἕως 10ῳ διὰ τοὺς λοιποὺς.

δ) Ὑπηρετικὸν Προσωπικὸν Γ'. Κατηγορίας.

Καθαρίστριαι, κλητῆρες, φύλακες, μέχρι τοῦ ἀριθμοῦ πέντε (5) καὶ ἐπὶ ἀποδοχαῖς διοικητικῶν ὑπαλλήλων ἐπὶ βαθμοῖς 12ῳ ἕως 11ῳ.

2. Ἐγκρίνει ὅπως δι' ἀποφάσεων τοῦ ἐπὶ τῆς Κοινωνικῆς Προνοίας Ὑπουργοῦ παρέχεται ἡ εὐχέρεια πληρώσεως τῶν ἀνωτέρω θέσεων, ἀναλόγως τῶν ἑκάστοτε παρουσιαζομένων ἀναγκῶν.

3) Ἐγκρίνει τὴν γενομένην ἤδη πρόσληψιν ἀπὸ 12-12-59 ἐντὸς τοῦ ἀριθμοῦ τῶν ἀνωτέρω θέσεων, ἑνὸς Μικροβιολόγου Ἰατροῦ, δύο Διοικητικῶν ὑπαλλήλων (Γραφέων-Δακτυλογράφων) ἑνὸς Τεχνικοῦ Ἐργαστηρίου καὶ ἑνὸς Κλητῆρος.

4) Ἐγκρίνει ὅπως δι' ἀποφάσεων τοῦ ἐπὶ τῆς Κοινωνικῆς Προνοίας Ὑπουργοῦ παρέχηται:

α) Εἰς τὸ ἐν παρ. 1α ἐπιστημονικὸν προσωπικὸν τὸ ὑπὸ τῆς παρ. 2 τοῦ ἄρθρου 12 τοῦ Ν. Δ. 2592]1953 προβλεπόμενον ἐπίδομα.

β) Εἰς τὸ λοιπὸν προσωπικὸν ὡς καὶ εἰς τὸ παρέχον τὰς ὑπηρεσίας του διὰ τὴν ἐπιτυχῆ ἐκτέλεσιν τοῦ προγράμματος τῆς Πειραματικῆς Ὑγειονομικῆς Μονάδος τοιοῦτον, πέραν τοῦ ὡς ἄνω ἀναφερομένου, δύναται νὰ παρέχωνται ἀμοιβαὶ καὶ ἔξοδα κινήσεως κατ' ἀποκοπὴν καθοριζόμενα διὰ κοινῆς ἀποφάσεως τῶν Ὑπουργῶν Κοινωνικῆς Προνοίας καὶ Οἰκονομικῶν.

5) Ἐγκρίνει ὁμοίως ὅπως δι' ἀποφάσεων τοῦ ἐπὶ τῆς Κοινωνικῆς Προνοίας Ὑπουργοῦ διατίθενται τὰ ἐκ τῶν ἐγκεκριμένων πιστώσεων ἀπαραίτητα κονδύλια, δι' ἔξοδα πρώτης ἐγκαταστάσεως τῆς Π.Υ.Μ. δι' ἔξοδα λειτουργίας καὶ συντηρήσεως αὐτῆς δι' ἔξοδα προμηθείας τοῦ πάσης φύσεως ὑλικοῦ, ἀπαραίτητου διὰ τὴν ὁμαλὴν λειτουργίαν

τῆς ἀνωτέρω Μονάδος, ὡς καὶ διὰ δαπάνας συντηρήσεως καὶ λειτουργίας τῶν εἰς ταύτην παραχωρουμένων αὐτοκινήτων ὑπὸ τῆς UNICEF.

6) Ἐγκρίνει ὁμοίως τὴν ἔκδοσιν προσωρινοῦ ἐντάλματος ἐκ δραχμῶν ἑνὸς ἑκατομμυρίου πεντακοσίων χιλιάδων (1.500.000) διὰ τὴν ἀντιμετώπισιν τῶν ἀνωτέρω πάσης φύσεως δαπανῶν.

Ἡ ἔκδοσις τοῦ ἀνωτέρω προσωρινοῦ χρηματικοῦ ἐντάλματος θέλει γίνῃ ἐπ' ὀνόματι τοῦ Τμηματάρχου Ὑπουργείου Κοινωνικῆς Προνοίας Γεωργίου Κ. Καραχάλιου, θὰ τακτοποιηθῇ δὲ διὰ συμψηφιστικῆς ἐξοφλήσεως τῶν ἐκδοθησομένων τακτικῶν χρηματικῶν ἐνταλμάτων εἰς βάρος τῆς ἐν τῷ προϋπολογισμῷ οἰκον. ἔτους 1960 Ὑπουργείου Κοινωνικῆς Προνοίας ἐγγεγραμμένης πιστώσεως, μετὰ τὴν νομοθετικὴν κύρωσιν τῆς παρούσης πράξεως τοῦ Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου γενησομένην μερίμνῃ τοῦ Ὑπουργείου Κοινωνικῆς Προνοίας.

Προθεσμία ἀποδόσεως λογαριασμοῦ τοῦ προσωρινοῦ ἐντάλματος ὁρίζεται ἡ 31η Ἰανουαρίου 1961.

7) Ἐκ τοῦ προϊόντος τοῦ ἐκδοθησομένου προσωρινοῦ χρηματικοῦ ἐντάλματος δύναται νὰ μεταβιβάζωνται ἐπὶ μέρους κονδύλια εἰς ἕτερον ὑπόλογον, ὁριζόμενον δι' ἀποφάσεως τοῦ κ. Ὑπουργοῦ Κοινωνικῆς Προνοίας.

8) Ἐγκρίνει ὡσαύτως ὅπως εἰς βάρος τοῦ προϊόντος τοῦ ἐν λόγῳ προσωρινοῦ χρηματικοῦ ἐντάλματος διατίθενται κατόπιν ἀποφάσεως τῶν Ὑπουργῶν Οἰκονομικῶν καὶ Κοινωνικῆς Προνοίας, τὰ ἀπαιτούμενα ποσὰ διὰ τὴν ἀντιμετώπισιν πάσης φύσεως δαπανῶν μὴ ρητῶς ἀναφερομένων ἐν τῇ παρούσῃ πράξει τοῦ Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἐφ' ὅσον προβλέπονται ὑπὸ τῆς ἐν προοιμίῳ τῆς παρούσης ἀναγραφομένης συμφωνίας.

Ἐκδόσαν πρὸς τοῦτο τὴν ὑπ' ἀριθμ. 91 παροῦσαν πρᾶξιν του, κυρωθησομένην νομοθετικῶς μερίμνῃ τοῦ ἐπὶ τῆς Κοινωνικῆς Προνοίας Ὑπουργοῦ.

Β'.

Πρᾶξις ὑπ' ἀριθμ. 44 τῆς 20 Μαρτίου 1961 (ΦΕΚ. 58] 5-4-61) «περὶ ἐγκρίσεως ἐκδόσεως χρηματικοῦ ἐντάλματος διὰ τὴν ἀντιμετώπισιν τῶν περὶ ὧν ἡ ὑπ' ἀριθμ. 91] 1960 Πρᾶξις τοῦ Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου δαπανῶν».

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Λαβὸν ὑπ' ὄψιν :

α) Τὴν ἀπὸ 25-11-1959 Συμφωνίαν μεταξὺ τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως ἀφ' ἑνὸς καὶ τῆς Παγκοσμίου Ὀργανώσεως Ὑγείας καὶ UNICEF ἀφ' ἑτέρου περὶ ἱδρύσεως Πειραματικῆς Ὑγειονομικῆς Μονάδος ἐν Ἑλλάδι (Πειραματικὴ Ζώνη Δημοσίας Ὑγείας ἐν Ἑλλάδι).

β) Σχετικὴν πρότασιν τοῦ ἐπὶ τῆς Κοινωνικῆς Προνοίας Ὑπουργοῦ.

γ) Τὰς διατάξεις τοῦ Ν. 5127]31, Ἀ π ο φ α σ ί ζ ε ι :

1) Τὴν ἔκδοσιν προσωρινοῦ χρηματικοῦ ἐντάλματος ἐκ δραχμῶν ἑνὸς ἑκατομμυρίου (1.000.000) διὰ τὴν ἀντιμετώπισιν τῶν περὶ ὧν ἡ ὑπ' ἀριθμ. 91]1960 πρᾶξις τοῦ Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου δαπανῶν.

Ἡ ἔκδοσις τοῦ ἀνωτέρω χρηματικοῦ ἐντάλματος θέλει γίνει ἐπ' ὀνόματι τοῦ Τμηματάρχου Ὑπουργείου Κοινωνικῆς Προνοίας Γεωργίου Κ. Καραχάλιου, θὰ τακτοποιηθῇ δὲ διὰ συμψηφιστικῆς ἐξοφλήσεως τῶν ἐκδοθησομένων τακτικῶν χρηματικῶν ἐνταλμάτων εἰς βάρος τῆς ἐν τῷ προϋπολογισμῷ οἰκον. ἔτους 1961, Ὑπουργείου Κοινωνικῆς Προνοίας ἐγγεγραμμένης πιστώσεως, μετὰ τὴν Νομοθετικὴν κύρωσιν τῆς παρούσης πράξεως τοῦ Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου γενησομένην μερίμνῃ τοῦ Ὑπουργείου Κοινωνικῆς Προνοίας.

Προθεσμία ἀποδόσεως λογαριασμοῦ τοῦ προσωρινοῦ ἐντάλματος ὁρίζεται ἡ 31 Ἰανουαρίου 1962.

2) Ἐκ τοῦ προϊόντος τοῦ ἐκδοθησομένου προσωρινοῦ χρηματικοῦ ἐντάλματος δύναται νὰ μεταβιβάζωνται ἐπὶ μέρους κονδύλια εἰς ἕτερον ὑπόλογον, ὁριζόμενον δι' ἀποφάσεως τοῦ Ὑπουργοῦ Κοινωνικῆς Προνοίας.

3) Ἐγκρίνει ὡσαύτως ὅπως εἰς βάρος τοῦ προϊόντος τοῦ ἐν λόγῳ προσωρινοῦ χρηματικοῦ ἐντάλματος διατίθενται κατόπιν κοινῆς ἀποφάσεως τῶν Ὑπουργῶν Οἰκονομικῶν καὶ Κοινωνικῆς Προνοίας τὰ ἀπαιτούμενα ποσὰ διὰ τὴν ἀντιμετώπισιν πάσης φύσεως δαπανῶν μὴ ρητῶς ἀναφερομένων ἐν τῇ ὑπ' ἀριθ. 91]1960 πράξει τοῦ Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἐφ' ὅσον προβλέπονται ὑπὸ τῆς ἐν προοιμίῳ τῆς παρούσης ἀναγραφομένης συμφωνίας.

Ἡ παροῦσα πρᾶξις κυρωθήσεται νομοθετικῶς μερίμνῃ τοῦ ἐπὶ τῆς Κοινωνικῆς Προνοίας Ὑπουργοῦ.

Γ'.

Πρᾶξις ὑπ' ἀριθ. 150 τῆς 5 Ὀκτωβρίου 1961 (Φ.Ε.Κ. 200]20-10-61) «περὶ ἐκδόσεως προσωρινοῦ χρηματικοῦ ἐντάλματος διὰ τὴν ἀντιμετώπισιν τῶν δαπανῶν τῆς Πειραματικῆς Ζώνης Δημοσίας Ὑγείας ἐν Ἑλλάδι».

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Λαβὸν ὑπ' ὄψιν :

α) Τὴν ἀπὸ 25-11-59 συμφωνίαν μεταξὺ τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως ἀφ' ἑνὸς καὶ τῆς Παγκοσμίου Ὀργανώσεως Ὑγείας καὶ UNISEF ἀφ' ἑτέρου περὶ ἱδρύσεως Πειραματικῆς Ὑγειονομικῆς Μονάδος ἐν Ἑλλάδι (Πειραματικὴ Ζώνη Δημοσίας Ὑγείας ἐν Ἑλλάδι)

β) Σχετικὴν πρότασιν τοῦ ἐπὶ τῆς Κοινωνικῆς Προνοίας Ὑπουργοῦ.

γ) Τὰς διατάξεις τοῦ Ν. 5127]31 καὶ

δ) Τὴν ὑπ' ἀριθ. 222776]ἀπὸ 29-9-61 πρότασιν τοῦ Ὑπουργείου Οἰκονομικῶν (Γ.Λ.Κ.) ἀ π ο φ α σ ί ζ ε ι :

1) Τὴν ἔκδοσιν προσωρινοῦ χρηματικοῦ ἐντάλματος ἐκ δραχμῶν ἑξακοσίων χιλιάδων (600.000) διὰ τὴν ἀντιμετώπισιν τῶν περὶ ὧν ἡ ὑπ' ἀριθμ. 91]1960 πρᾶξις τοῦ Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου δαπανῶν.

Ἡ ἔκδοσις τοῦ ἀνωτέρω χρηματικοῦ ἐντάλματος θέλει γίνει ἐπ' ὀνόματι τοῦ Τμηματάρχου Ὑπουργείου Κοινωνικῆς Προνοίας Γεωργίου Κ. Καραχάλιου, θὰ τακτοποιηθῇ δὲ διὰ συμψηφιστικῆς ἐξοφλήσεως τῶν ἐκδοθησομένων τακτικῶν χρηματικῶν ἐνταλμάτων εἰς βάρος τῆς ἐν τῷ προϋπολογισμῷ οἰκον. ἔτους 1961 Ὑπουργείου Κοινωνικῆς Προνοίας ἐγγεγραμμένης πιστώσεως μετὰ τὴν νομοθετικὴν κύρωσιν τῆς παρούσης πράξεως τοῦ Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου γενησομένην μερίμνῃ τοῦ Ὑπουργείου Κοινωνικῆς Προνοίας.

Προθεσμία ἀποδόσεως λογαριασμοῦ προσωρινοῦ ἐντάλματος ὁρίζεται ἡ 31 Ἰανουαρίου 1962.

2) Ἐκ τοῦ προϊόντος τοῦ ἐκδοθησομένου προσωρινοῦ χρηματικοῦ ἐντάλματος δύναται νὰ μεταβιβάζωνται ἐπὶ μέρους κονδύλια εἰς ἕτερον ὑπόλογον, ὁριζόμενον δι' ἀποφάσεως τοῦ Ὑπουργοῦ Κοινωνικῆς Προνοίας.

3) Ἐγκρίνει ὡσαύτως ὅπως εἰς βάρος τοῦ προϊόντος τοῦ ἐν λόγῳ προσωρινοῦ χρηματικοῦ ἐντάλματος διατίθενται κατόπιν κοινῆς ἀποφάσεως τῶν Ὑπουργῶν Οἰκονομικῶν καὶ Κοινωνικῆς Προνοίας τὰ ἀπαιτούμενα ποσὰ διὰ τὴν ἀντιμετώπισιν πάσης φύσεως δαπανῶν μὴ ρητῶς ἀναφερομένων ἐν τῇ ὑπ' ἀριθμ. 91]1960 πράξει τοῦ Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἐφ' ὅσον προβλέπονται ὑπὸ τῆς ἐν προοιμίῳ τῆς παρούσης ἀναφερομένης συμφωνίας.

Ἡ παροῦσα πρᾶξις κυρωθήσεται νομοθετικῶς μερίμνῃ τοῦ ἐπὶ τῆς Κοινωνικῆς Προνοίας Ὑπουργοῦ.

Ἄρθρον 3.

Εἰς τοὺς ἐν τῇ ἀλλοδαπῇ ἀποσταλέντας καὶ ἀποστελλομένους πρὸς μετεκπαίδευσιν, ἐπὶ θεμάτων σχετικῶν μὲ τὴν ἐφαρμογὴν τῶν προγραμμάτων τῆς Πειραματικῆς Ὑγειονομικῆς Μονάδος, μονίμους καὶ ἐπὶ συμβάσει ὑπαλλήλους τοῦ Ὑπουργείου Κοιν. Προνοίας ὡς καὶ Ὑπαλλήλους Νοσηλευτικῶν Ἱδρυμάτων Ν. Δ. 2592)53, Ἀγροτικῶν καὶ Κοινοτικῶν Ἰατρείων καὶ Ὑγειονομικῶν Σταθμῶν, τοὺς ὑφ' οἱανδήποτε σχέσιν ἐργασίας ὑπηρετοῦντας εἰς τὰς ἐν λόγῳ ὑπη-

ρεσίας καὶ ἱδρύματα, παρέχονται ἐν Ἑλλάδι κατὰ τὸν χρόνον τῆς μετεκπαιδεύσεως αὐτῶν, πλὴν τῶν τακτικῶν ἀποδοχῶν των, τὰ πάσης φύσεως ἐπιδόματα τὰ παρεχόμενα αὐτοῖς κατὰ τὴν ἐν τῇ ἡμεδαπῇ ἐκτέλεσιν τῆς ὑπηρεσίας των.

Ἄρθρον 4.

Εἰς τὰς θέσεις τῆς παραγράφου 1 τῆς κυρουμένης ὡς ἄνω ὑπ' ἀριθ. 91)26.5.60 πράξεως, προστίθενται αἱ κάτωθι θέσεις:

Εἰς τὰς ὑπὸ στοιχεῖον α':

Τέσσαρες (4) ἰατροὶ ἐξ ὧν 2 ὀδοντίατροι καὶ 2 φυματιολόγοι, εἷς (1) χημικός, εἷς (1) βιοστατικολόγος καὶ εἷς (1) ψυχολόγος.

Εἷς (1) Ὑγιεινολόγος μηχανικὸς ἐπὶ ἀποδοχῆς μονίμου μηχανικοῦ τῶν Ὑπηρεσιῶν Δημοσίων Ἔργων βαθμοῦ 3ου ἢ 2ου καὶ δύο (2) λογισταὶ ἐπὶ ἀποδοχῆς μονίμου διοικητικοῦ ὑπαλλήλου βαθμοῦ 7ου ἢ 6ου.

Ὑπὸ στοιχεῖον ε' Νοσηλευτικὸν Προσωπικόν:

Πέντε (5) ἐπισκέπτριαι ἀδελφαί, μία (1) μαῖα, προσλαμβανομένας ἐπὶ ἀποδοχῆς μονίμου διοικητικοῦ ὑπαλλήλου βαθμοῦ 9ου ἕως 7ου καὶ ἐννέα (9) βρεφοκόμοι ἢ ἀδελφοὶ νοσοκόμοι ἀπόφοιτοι σχολῶν τριετοῦς φοιτήσεως ἐπὶ ἀποδοχῆς μονίμου διοικητικοῦ ὑπαλλήλου βαθμοῦ 9ου ἕως καὶ 7ου καὶ ἐν ἐλλείψει, πρακτικαὶ ἀδελφαὶ νοσοκόμοι ἐπὶ ἀποδοχῆς μονίμου διοικητικοῦ ὑπαλλήλου βαθμοῦ 11ου ἕως καὶ 9ου.

Ἐν Κερκύρᾳ τῇ 26 Αὐγούστου 1962

ΠΑΥΛΟΣ

Β.

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ **Κ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ**

Ο ΑΝΤΙΠΡΟΕΔΡΟΣ **Π. ΚΑΝΕΛΛΟΠΟΥΛΟΣ**

ΤΑ ΜΕΛΗ

Α. ΠΡΩΤΟΠΑΠΑΔΑΚΗΣ, Κ. ΠΑΠΑΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΥ, Γ. ΡΑΛΛΗΣ, ΓΡ. ΚΑΣΙΜΑΤΗΣ, ΣΠ. ΘΕΟΤΟΚΗΣ, Π. ΠΙΠΙΝΕΛΗΣ, Κ. ΑΔΑΜΟΠΟΥΛΟΣ, Α. ΣΤΡΑΤΟΣ, Κ. Μ. ΧΡΥΣΑΝΘΟΠΟΥΛΟΣ, Δ. ΜΑΚΡΗΣ, Ι. ΜΠΟΥΤΟΣ, Δ. ΑΛΙΠΡΑΝΤΗΣ, ΑΘ. ΤΑΛΙΑΔΟΥΡΟΣ, Ι. ΨΑΡΡΕΑΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 31 Αὐγούστου 1962

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

Κ. ΠΑΠΑΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΥ

Η ΔΙΕΥΘΥΝΣΙΣ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ

ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ:

Ἀπὸ 1 Ἰανουαρίου 1960 ἡ ἐτησία συνδρομὴ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως, ἡ τιμὴ τῶν τμηματικῶς πωλουμένων φύλλων αὐτῆς καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεως ἐν τῷ Δελτίῳ Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης καὶ τῷ Παραρτήματι τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καθωρίσθησαν ὡς κάτωθι:

Α. ΕΤΗΣΙΑΙ ΣΥΝΔΡΟΜΑΙ

1. Διὰ τὸ τεῦχος Α'	Δρχ.	400
2. » » » Β'	»	250
3. » » » Γ'	»	200
4. » » » Δ'	»	400
5. » » Παράρτημα	»	200
6. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	500
7. » » τεῦχος «Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δ. Δ. κλπ.»	»	300
8. » » Δελτίον Ἐμπορικῆς καὶ Βιομηχανικῆς Ἰδιοκτησίας	»	200
9. Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη, τὸ Παράρτημα καὶ τὰ Δελτία	»	2.000

Οἱ Δῆμοι καὶ αἱ Κοινότητες τοῦ Κράτους καταβάλλουσι τὸ ἥμισυ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν.

Ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) ἀναλογοῦν τὰ ἑξῆς ποσά:

1. Διὰ τὸ τεῦχος Α'	Δραχ.	20.—
2. » » » Β'	»	12,50
3. » » » Γ'	»	10.—
4. » » » Δ'	»	20.—
5. » » Παράρτημα	»	10.—
6. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	25.—
7. » » τεῦχος «Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δημ. Δικαίου κ.λ.π.»	»	15.—
8. » » Δελτίον Ἐμπ. καὶ Βιομ. Ἰδιοκτησίας	»	10.—
9 Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη	»	100.—

Β. ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Ἕκαστον φύλλον, μέχρις 8 σελίδων τιμᾶται δραχ. 2, ἀπὸ 9 σελίδων καὶ ἄνω, ἐκτὸς εἰδικῶν περιπτώσεων, δραχ. 5.

Γ. ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

Ι. Εἰς τὸ Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης:

Α'. Δημοσιεύματα Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν.

1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων	Δραχ.	200
2. Τῶν καταστατικῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	5.000
3. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	1.000
4. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων εἰς γενικὰς συνελεύσεις, ὡς καὶ τῶν κατὰ τὸ ἄρθρον 32 τοῦ Ν. 3221)24 γνωστοποιήσεων	»	500
5. Τῶν ἀνακοινώσεων τῶν ὑπὸ διάλυσιν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν, κατὰ τὸ Β.Δ.20)5)1939	»	100
6. Τῶν Ἰσολογισμῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	2.000
7. Τῶν συνοπτικῶν μηνιαίων καταστάσεων τῶν Τραπεζικῶν Ἑταιρειῶν	»	500
8. Τῶν ἀποφάσεων περὶ ἐγκρίσεως τιμολογίων τῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν	»	300
9. Τῶν Ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ παροχῆς ἀδείας ἐπεκτάσεως τῶν ἐργασιῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἐκθέσεων περιουσιακῶν στοιχείων	»	2.000
10. Τῶν περὶ παροχῆς πληρεξουσιότητος πρὸς ἀντιπροσώπευσιν ἐν Ἑλλάδι ἀλλοδαπῶν Ἑταιρειῶν	Δραχ.	1.000
11. Τῶν ἀποφάσεων περὶ συγχωνεύσεως Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	5.000

Β'. Δημοσιεύματα Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης.

1. Τῶν Καταστατικῶν	Δραχ.	500
2. Τῶν τροποποιήσεων τῶν Καταστατικῶν	»	200
3. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων	»	100
4. Τῶν Ἰσολογισμῶν	»	500
5. Τῶν ἐκθέσεων ἐκτιμήσεως περιουσιακῶν στοιχείων	»	500

ΙΙ. Εἰς τὸ Παράρτημα:

1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων, προσκλήσεων καὶ λοιπῶν δημοσιεύσεων	»	200
2. Τῶν ἀδειῶν πωλήσεως ἰαματικῶν ὑδάτων	»	500

Τὸ ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) καταβλητέον ποσοστὸν ἐπὶ τῶν τελῶν δημοσιεύσεως ἐν τῷ Δελτίῳ Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης ἐν γένει ὡρίσθη εἰς 5 ο)ο.

Δ. ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ - ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

1. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐσωτερικοῦ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται εἰς τὰ Δημόσια Ταμεῖα ἐναντι ἀποδεικτικοῦ εἰσπράξεως, ὅπερ μερίμνῃ τοῦ ἐνδιαφερομένου ἀποστέλλεται εἰς τὴν Ὑπηρεσίαν τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

2. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐξωτερικοῦ δύνανται ν' ἀποστέλλωνται καὶ εἰς ἀνάλογον συνάλλαγμα δι' ἐπιταγῆς ἐπ' ὀνόματι τοῦ Διευθυντοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

3. Ἡ καταβολὴ τοῦ ὑπὲρ τοῦ Τ.Α.Π.Ε.Τ. ποσοστοῦ ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν καὶ τελῶν δημοσιεύσεων ἐνεργεῖται ἐν Ἀθήναις μὲν εἰς τὸ ταμεῖον τοῦ ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου), ἐν ταῖς λοιπαῖς δὲ πόλεσι τοῦ Κράτους εἰς τὰ Δημόσια Ταμεῖα, ἅτινα ἀποδίδουσι τοῦτο εἰς τὸ ΤΑΠΕΤ, συμφώνως πρὸς τὰ ὁριζόμενα διὰ τῆς ὑπ' ἀριθ. 192378)3639 τοῦ ἔτους 1947 (RONEO 185) ἐγκυκλίου διαταγῆς τῆς Γενικῆς Διευθύνσεως Δημοσίου Λογιστικοῦ. Ἐπὶ συνδρομῶν ἐξωτερικοῦ ἀποστελλομένων δι' ἐπιταγῶν, συναποστέλλεται διὰ τῶν ἐπιταγῶν καὶ τὸ ὑπὲρ τοῦ ΤΑΠΕΤ ποσοστόν.

Ο ΔΙΕΥΘΥΝΤΗΣ
ΚΩΝ. ΧΡ. ΤΡΥΦΩΝΑΣ

ΕΚ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ